

Créer les liens :

Aborder la question du VIH/Sida et de l'égalité entre les sexes dans l'élaboration du programme de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural

Un guide destiné au personnel de l'ACDI impliqué dans les initiatives en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance en milieu rural

Préparé pour
l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) et la
Coalition Interagence Sida et Développement (CISD)
Par Catherine L.M. Hill, conseillère
décembre 2005

Que retrouve-t-on dans ce guide? ¹



<i>Sujet de préoccupation²</i>	<i>Voir:</i>
Pourquoi le personnel de l'ACDI devrait-il aborder les questions relatives au VIH/sida et à l'égalité des sexes dans l'élaboration du programme de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural?	Survол du document
Aborder la question relative au VIH/sida en tenant compte de la spécificité des sexes dans le cycle de programmation de l'ACDI	Fiche Guide 1 Cycle de programmation: Les points clés visant à aborder la question du VIH/sida
Étudier les questions relatives au VIH/sida et à l'égalité des sexes par le biais d'analyses de structure logique de travail axée sur les résultats	Fiche Guide 2 Structure logique de travail axée sur les résultats: Questions-guides et conseils
Étudier les résultats relatifs à l'équité des sexes par le biais de l'évaluation de rendement de l'ACDI	Fiche Guide 3 Évaluation de rendement et des résultats
Travailler selon les approches programmes comprenant les SWAP, l'aide budgétaire et les fonds communs	Fiche Guide 4 Approches programmes: Conseils inspirés des Principes « Trois fois un »
Évaluer les établissements pour le financement de base et les partenariats	Fiche Guide 5 Évaluations des établissements
Étudier les propositions préliminaires et détaillées dans le cadre de programmes réactifs	Fiche Guide 6 Examen de propositions dans le cadre de programmes réactifs
Former les équipes de projets et de missions	Fiche Guide 7 Mandats et équipes de projets
Faire le lien entre le VIH/sida, la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes et l'énoncé de politique internationale	Fiche-conseil 1 Cadre du programme de l'ACDI: L'Énoncé de politique internationale
Établir des bases solides pour l'élaboration du programme en matière de VIH/sida et d'agriculture de l'ACDI: Moyens clés en regard des droits de la personne et autres engagements internationaux reliés aux VIH/sida	Fiche-conseil 2 Engagements internationaux
Considérer les différentes réponses aux différents stades épidémiques	Fiche-conseil 3 L'action dans son contexte: À propos des stades épidémiques
Recueillir d'autres informations concernant les tribunes internationales, l'intégration du VIH/sida et de l'égalité des sexes, les interconnexions et les organisations ainsi que comprendre les termes utilisés dans cet ouvrage	Fiche-conseil 4 Ressources choisies et glossaire des termes

¹ Ce guide complète et repose sur les directives reconnues par l'ACDI—directives développées par la Coalition Interagence Sida et Développement et ses partenaires. Pour plus d'information concernant les questions relatives à la programmation en matière de VIH/SIDA, d'égalité des sexes et d'agriculture dans les pays à forte incidence, voir les directives à http://icad-cisd.com/pdf/publications/Gender_Inequality_FRENCH_FINAL.pdf

² Sujets de préoccupation reliés à l'élaboration du programme de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural.



L'agriculture représente le principal moyen de subsistance pour la majorité des personnes atteintes du VIH/sida à travers le monde.

Source: Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI),
HIV/AIDS and Food and Nutrition Security: From Evidence to Action, 2005

Depuis 1985, plus de 7 millions de fermiers sont morts du SIDA dans les 27 pays les plus affectés.

Source: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),
HIV/AIDS—A Rural Issue, 2005

De 2003 - 2004, l'ACDI a appuyé le développement de directives relatives au VIH/sida, à l'égalité des sexes et à l'agriculture, par le biais des Fonds de la politique agricole. Les directives furent élaborées par l'ACDI en collaboration avec l'établissement School of Health and Human Performance de l'Université Dalhousie, la Southern African SIDA Trust et les CHF-Partners in Rural Development. Elle a aussi collaboré avec plusieurs autres organismes communautaires, ONG nationaux et internationaux, institutions agricoles et représentants gouvernementaux oeuvrant dans les domaines de la sécurité alimentaire, du VIH/sida, des sexes, des droits fonciers et autres domaines connexes dans la zone SADC. Ces directives furent développées afin de favoriser l'élaboration de politiques agricoles visant à publier des recommandations de développement sur l'intégration des considérations en matière de VIH/sida et d'égalité des sexes aux programmes de sécurité alimentaire et agricole.

En 2005, l'ACDI a présenté deux ateliers sur le sujet à l'intention de son personnel et de ses partenaires. Parallèlement, des ateliers semblables étaient présentés à la Communauté canadienne des ONG. Cet ouvrage repose sur les directives de l'ACDI et les recommandations de divers participants dans le but de les simplifier et d'en faire des outils concis dans le respect du contexte de l'Énoncé de politique internationale et de la Feuille de route des processus opérationnels de l'ACDI à l'intention du personnel de programmation en sécurité alimentaire et agricole. Il repose aussi sur une série d'entrevues et discussions collectives tenues en septembre 2005 avec le personnel de l'ACDI.

http://www.icad-cisd.com/pdf/publications/Gender_Inequality_Agriculture_FINAL.pdf

Aborder la question du VIH/sida et de l'égalité des sexes dans l'élaboration du programme de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural

*Pourquoi insister sur le VIH/sida et l'égalité des sexes dans l'élaboration du programme de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural?*³

- Selon *Le Cadre des politiques de développement du Canada* (CPDC), une des cinq priorités en matière de santé est 'améliorer la sécurité alimentaire'. La sécurité alimentaire est intrinsèquement liée aux objectifs de réduction de la pauvreté des objectifs du Millénaire pour le développement. Pour des millions d'hommes, femmes, garçons et filles vivant dans les régions rurales, la production agricole représente le point central de leurs stratégies en matière de sécurité alimentaire, moyen de subsistance et de production de revenus. S'appuyant sur cela, l'ébauche de l'article Orientation Stratégique en Matière de Santé et Nutrition, rédigé par l'ACDI, reconnaît le développement agricole comme étant primordial en Afrique et particulièrement la promotion du bien-être des femmes qui sont étroitement impliquées dans la production agricole. Pour plus d'information concernant Le CPDC, voir la *Fiche Conseil 1*.
- Une autre priorité du CPDC est de prévenir la propagation de maladies transmissibles, reliées à la pauvreté, incluant le VIH/sida, la tuberculose et la malaria. Le VIH/sida et autres maladies chroniques affectent grandement la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des hommes, femmes, garçons et filles dans plusieurs régions alors que la main d'œuvre agricole est affligée par la maladie, la mort, sans compter les lourdes responsabilités qu'engendrent les soins de santé; plusieurs hectares de terre agricole demeurent inexploités; le bétail est vendu aux enchères afin de payer les traitements médicaux ou les funérailles; l'agrobiodiversité et les connaissances et compétences connexes risquent de se perdre car dans bien des cas, les parents meurent avant de les avoir transmises à leurs enfants⁴.

L'égalité des sexes, droits à l'héritage et droits de propriété : le cas du bétail

En Namibie, il existe une législation interdisant la saisie de biens/propriétés, alors qu'il est encore pratique courante dans plusieurs régions du nord de saisir les ressources de la mère et/ou des enfants, incluant le bétail, suite au décès du père. La perte du bétail a un impact immédiat sur la femme et/ou les enfants alors qu'ils perdent leur banque de "sécurité alimentaire", leur potentiel d'embauche, engrais, et source de revenus.

Source: FAO. *HIV/AIDS in Namibia: The impact on the livestock sector*, February 2000.

- Un objectif prioritaire du CPDC et de l'ACDI est d'aborder la question de l'égalité des sexes—un facteur clé contribuant à l'épidémie du VIH/sida. En raison de leur statut social et économique, les femmes et les jeunes filles sont davantage exposées que les hommes et les garçons et elles ont plus de difficulté à se protéger adéquatement. Leur statut et les opportunités de travail limitées les forcent, dans bien des cas, à opter pour la prostitution pour subvenir à leurs besoins.
- Un pouvoir décisionnel inégal au sein des ménages (incluant les décisions d'ordre alimentaire et financière), la division du travail, le contrôle et l'accès aux ressources et services (pauvreté/droits à l'héritage, accès à l'eau potable et à la terre, crédit, information, éducation) ont de fortes répercussions sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des femmes et des jeunes filles.
- En raison du contrôle des biens et à leur accès limité, les femmes et les jeunes filles sont plus vulnérables aux conséquences reliées au VIH/sida; la situation ne s'améliore guère là où la saisie de propriété est encore pratique courante.
- Les femmes et les jeunes filles ont des responsabilités hors de proportion de part les soins qu'elles administrent aux personnes atteintes du SIDA alors qu'elles pourraient être plus productives dans d'autres sphères d'activités tel que l'éducation.

Comment ce guide peut-il compléter le travail de l'ACDI?

Pour consolider les efforts internationaux et nationaux visant à élargir les réponses multisectorielles contre l'épidémie de VIH/sida, il est crucial d'aborder la question du VIH/sida et de l'égalité des sexes dans l'élaboration du programme de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance. Ceci est particulièrement important en milieu rural où l'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des ménages peut diminuer les risques d'infection chez les femmes et les hommes et aussi réduire les répercussions du VIH/sida sur les familles vivant en région rurale. Alors qu'il est important d'aborder les questions de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance en milieu rural relatifs aux préoccupations inhérentes aux stratégies de lutte contre le VIH/sida, ce guide favorise les secteurs extra-sanitaires en abordant les défis que présentent l'épidémie auquel fait face le développement rural.

En soutien aux initiatives abordant les priorités telles que soulignées dans Le Cadre des politiques de développement du Canada et dans les travaux de l'ACDI, ce guide:

- Aborde les questions dans les limites du contexte des directives du Cadre des politiques de développement du Canada, et souligne les interrelations entre la sécurité alimentaire, les sexes, la pauvreté et le VIH/sida. Chaque fiche guide comprend des questions directrices, des conseils et des ressources relativement aux points clés de la Feuille de route des processus opérationnels de l'ACDI. La fiche-conseil comprend des données contextuelles utiles dans la préparation d'une politique de fond et dans l'élaboration de projets et de programmes.
- Met l'emphase sur les questions relatives au VIH/sida et à l'égalité des sexes dans l'élaboration du programme de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural afin de renforcer la capacité des intervenants de l'ACDI et autres parties selon une approche de plus en plus multisectorielle visant à développer et à mettre en œuvre des stratégies de prévention et de traitement dans la lutte contre le VIH/sida.
- Repose sur les directives en matière de VIH/sida, d'inégalité des sexes et d'agriculture élaborées par la CISD et ses partenaires (voir la remarque) et est centré spécifiquement sur le travail du personnel de programmation de l'ACDI. Il est destiné à accompagner le personnel lors de l'élaboration de programme et est aussi centré non seulement sur le VIH/sida, mais aussi sur les risques et la vulnérabilité (pauvreté, inégalité des sexes).
- Comprend des questions et conseils clés visant à faciliter le raisonnement et la prise de mesures dans le processus de coopération avec les promoteurs potentiels, partenaires, agents d'exécution et autres partis intéressés. Il comprend aussi divers liens vers des guides et organismes internationaux reliés au VIH/sida et aux droits de la personne (incluant la façon dont ils interagissent en matière de sécurité alimentaire).

Tirer avantage des autres ressources internes et externes

Le VIH/sida et la sécurité alimentaire ont à juste titre reçu beaucoup plus d'attention au cours des dernières années. Dans le processus de changement vers une approche multisectorielle visant à aborder les défis que présente le VIH/sida, plusieurs organisations telles que l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Oxfam, CARE et plusieurs autres, ont développé diverses ressources utiles dans le but d'aborder les questions relatives au VIH/sida dans les différents secteurs, incluant l'agriculture. Celles-ci comprennent: des approches et des outils d'intégration afférents au VIH/sida; des fiches de renseignements; ainsi que du matériel destiné à des auditoires spécifiques (vulgarisateurs, spécialistes de l'élevage, responsables des orientations politiques).

Plutôt que de reproduire les ressources disponibles, ce guide tente de souligner les questions clés de manière succincte et claire et en cas de besoin, chaque fiche comprend des liens vers des ressources disciplinaires. Le **Bulletin 4** (Ressources choisies) comprend un groupement de ressources couvrant tous les points de ce guide.

³ Sources: Wieggers, E. 2004; Site web *Food Security and VIH/SIDA* www.fao.org/VIHSIDA de la FAO; Note documentaire de la Table Ronde 1, Éradication de la Pauvreté et de la Faim, 59ième Assemblée Générale, Grand discussion sur le Financement en matière de Développement, FAO, IFAD, et WFP, Juin; Ébauche—Strategic Directions Paper on Health and Nutrition de l'ACDI (Septembre 2005).

⁴ Pour en savoir plus au sujet des impacts du VIH/SIDA sur l'agriculture, voir Slater et Wiggins, 2005 <http://www.odi.org.uk/nrp/98.pdf>

Cycle de programmation :

Les points clés visant à aborder la question du VIH/sida

Cette Fiche Guide comprend quelques idées visant à aborder la question du VIH/sida tout au long du cycle de programmation et est reliée aux initiatives centrées sur la sécurité alimentaire ou les moyens de subsistances en milieu rural. Cette fiche reconnaît qu'il y a des plans d'élaboration de programme adaptés aux besoins et des plans directifs, mais considère que les interventions sont fondées sur des bases similaires. Ce guide fournit un encadrement sur les approches programmes, l'élaboration de programmes adaptés aux besoins et les évaluations institutionnelles.

Points et Interventions

Identification de projet

- Estimer l'ampleur du problème dans la région. Ceci déterminera les types d'interventions à adopter en matière de sécurité alimentaire et/ou de moyens de subsistances. Examiner les données relatives au VIH/sida pour connaître les taux de prévalence et autres informations, le nombre de garçons et filles orphelins, le nombre de familles affectées, etc. Voir également la **Fiche-conseil 3**.
- Prévoir une expertise en matière d'égalité des sexes, de VIH/sida et de sécurité alimentaire/moyens de subsistance en milieu rural lors de l'identification des mandats de la mission. Voir aussi la **Fiche guide 7**.
- Prendre en considération l'impact du VIH/sida sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des femmes, hommes (incluant les aînés), filles et garçons (réponse et adaptation, utilisation et contrôle des biens, présence de pratiques de saisie de terre/propriété, impact du stigmatisé sur les services agricoles, le crédit, l'alimentation et les traitements).
- Procéder à une analyse des partis intéressés afin d'identifier les partenaires présents au niveau national, dans la communauté, la région et identifier les initiatives similaires relatives au VIH/sida et à la sécurité alimentaire.

Sources d'information: rapports sur le VIH/sida, comités nationaux/locaux; regroupements locaux et nationaux de gens vivant avec le VIH/sida (PLWHA), les associations des droits de la femme, enquêtes socio-économiques et familiales; études de surveillance, Cadre stratégique national sur le VIH/sida du Cadre stratégique de la lutte contre la pauvreté, fiche de renseignements sur les pays impliqués dans le programme UNSIDA (www.unsida.org)

Évaluation de projet, faisabilité et/ou conception

- Étudier de quelle façon le programme/projet est relié aux politiques nationales sur le VIH/sida, aux stratégies sectorielles/multisectorielles et au CPDC.
- Déterminer si les interventions proposées sont faisables en fonction de la contribution possible en main d'œuvre et en temps du personnel, hommes, femmes, garçons et filles considérant la maladie, les soins administrés et l'impact du VIH/sida et des maladies chroniques sur les biens ('ventes aux enchères').
- Estimer comment les stratégies d'établissements des objectifs, des plans et des interventions abordent les problèmes des personnes atteintes du VIH/sida et identifier les groupes les plus vulnérables (généralement les femmes, filles et garçons orphelins ou vulnérables, main d'œuvre saisonnière ou migrante, pêcheurs).
- Évaluer le risque relié à l'impact potentiel du VIH/sida sur les interventions proposées et vice versa (changement possible au niveau de la vulnérabilité). Prendre en considération les stratégies possibles en ce qui concerne le secteur agricole ou tout changement d'intervention. L'équipe devra bénéficier de l'expertise d'un spécialiste en recherche possédant des compétences en matière de VIH/sida et de sécurité alimentaire.
- Prendre en considération si le plan stratégique augmente les risques de contamination chez les hommes, femmes, garçons et filles (favorise l'inégalité des sexes, favorise la main d'œuvre migrante, personnel du projet éloigné de leur famille, commercialisation, utilisation du sol).
- Évaluer la structure institutionnelle et la mise en œuvre du projet en fonction des pertes possibles de personnel et des biens intangibles.

Sources d'information: rapports sur le VIH/sida, comités nationaux/locaux; regroupements locaux et nationaux de gens vivant avec le VIH/sida (PLWHA), les associations des droits de la femme, enquêtes socio-économiques et familiales; études de surveillance, Cadre stratégique national sur le VIH/sida du Cadre stratégique de la lutte contre la pauvreté, fiche de renseignements sur les pays impliqués dans le programme UNSIDA (www.unsida.org); rapports de mission d'identification et d'évaluation, Études de bases, interviews, groupes témoins, etc. Voir également la **Fiche guide 4** et les **Fiches-conseils 1 et 4** pour ressources/idées.

Document d'approbation de projet (DAP)

- S'assurer d'évaluer la capacité des partenaires clés et des parties prenantes à aborder la question relative au VIH/sida et à l'égalité des sexes en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance en milieu rural.
- Le DAP devrait comprendre une approche stratégique participative, tenant compte des sexes, de l'âge, des problèmes reliés à la diversité (personnes atteintes du VIH/sida ou d'autres maladies chroniques ou d'une déficience).
- S'assurer que les interventions relatives à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistances en milieu rural visant à réduire les risques d'infection chez les femmes, hommes, filles et garçons, ou à atténuer les impacts inhérents au VIH/sida, sont incorporées à l'analyse de la structure logique de travail.

Sources d'information: Documents préparés aux fins d'identification, d'évaluation, de faisabilité et/ou pour les stades de conception; politiques gouvernementales sur le VIH/sida, politiques agricoles, divers cadres stratégiques, divers cadres stratégiques de la lutte contre la pauvreté, politique de l'ACDI sur les directives concernant les analyses comparatives entre les genres et l'égalité des sexes, **Fiche guide 2**.

Plan de mise en œuvre du projet (PIP)

- S'assurer que le PIP (et plans de travail) comprend suffisamment de ressources humaines (temps et main d'œuvre) et financières afin d'aborder efficacement les problèmes relatifs au VIH/sida, à l'égalité des sexes et la sécurité alimentaire/moyens de subsistance en milieu rural.
- S'assurer que le PIP ne marginalise pas les problèmes liés au VIH/sida et à l'égalité des sexes, mais qu'il les intègre en totalité.
- S'assurer que le projet/programme aborde le VIH/sida selon le contexte du milieu de travail (politique de milieu de travail, test de dépistage volontaire & consultation, traitement, perte de main d'œuvre ou de personnel provoqué par la maladie, soins) et les interventions en communautés (vulgarisation, formation, technologie développement, marketing, etc.)
- S'assurer que les perspectives liées au VIH/sida et à l'égalité des sexes sont incorporées aux documents clés et aux tâches principales: mandats, contrats, rapports périodiques, réunions sur les suivis des activités, plans de travail annuels, réunions du Groupe Consultatif Technique, réunions du comité directeur du projet, etc.

Sources d'information: Documentation antérieure de la phase d'élaboration; politiques agricoles et cadres stratégiques gouvernementaux en matière de VIH/sida.

Révision à mi-période du mandat

- S'assurer que l'équipe de révision à mi-parcours possède l'expertise requise en matière d'égalité des sexes et de VIH/sida relativement à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance en milieu rural.
- S'assurer que les mandats voient à ce que le projet aborde les problèmes concernant l'égalité des sexes et le VIH/sida relativement à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance en milieu rural.

Points à considérer:

- ~ Quel effet a le VIH/sida sur le projet d'intervention?
- ~ Comment le projet a-t-il renforcé les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, particulièrement chez les femmes, filles et personnes en traitement?
- ~ Le projet a-t-il permis de réduire la vulnérabilité à l'infection par VIH chez les hommes, femmes (incluant le personnel), garçons et filles, à savoir s'il a abordé les questions liées à l'inégalité des sexes?
- ~ Quels liens et stratégies d'information relatifs au VIH/sida le projet a-t-il permis de développer?
- ~ A-t-il permis de développer une politique de milieu de travail? A-t-il permis la gratuité des tests de dépistage volontaires, des consultations, des traitements aux familles et au personnel? A-t-il favorisé des relations de travail sans pratiques discriminatoires au sein du personnel et dans les communautés?

Sources d'information : PIP, plans de travail, personnel affecté au projet et organisations, bénéficiaires et parties prenantes, services de santé, comités sur le VIH/sida, bulletins sur l'égalité des sexes de l'OCDE: Contrôle & Évaluation.

Rapport périodique

- Vérifier si les rapports soulignent les problèmes liés au VIH/sida, particulièrement s'ils se rapportent à la sécurité alimentaire et les moyens de subsistances en milieu rural, incluant les défis, les problèmes rencontrés, les stratégies palliatives, les changements remarquables au niveau de la vulnérabilité chez les hommes, femmes, garçons et filles et quelles seraient les interventions les plus efficaces.

Sources d'information: rapports de projets, personnel, bénéficiaires, partenaires

Rapport du rendement du projet/programme

- S'assurer que les rapports soulignent non seulement les résultats du projet et du programme, mais également ceux des démarches entreprises en matière de VIH/sida, d'égalité des sexes et de sécurité alimentaire ou de moyens de subsistances en milieu rural.

Sources d'information: rapports de projets, bénéficiaires, partenaires. Voir également les Fiches guides 2 et 3.

Pour d'autres idées approfondies, voir:

1. Sunga, Paul S. et Marian Casey. *VIH/sida Mainstreaming Toolkit: Food Security*. ACIDI, Avril 2005. Pour plus d'information, contacter le programme Éthiopie de l'ACDI
2. Wieggers, E. *VIH/sida, Gender inequality & the agricultural sector: Guidelines for incorporating VIH/sida and gender considerations into agricultural programming in high incidence countries*. ICAD, 2004.
http://www.icad-cisd.com/pdf/publications/Gender_Inequality_Agriculture_FINAL.pdf (bons pour les exemples et stratégies)
3. Direction du développement et de coopération. *Mainstreaming VIH/sida in practice: A toolkit with a collection of resources, checklists and examples sur CD-Rom destiné à la DDC et ses partenaires*. Bern, 2004.
http://www.sdc.admin.ch/ressources/deza_product_en_1280.pdf
4. Fiches-conseils sur les sexes de l'OCDE http://www.oecd.org/document/34/0,2340,en_2649_34541_1896290_1_1_1_1,00.html
5. D'autres sources d'information sont aussi suggérées à la Fiche-conseil 4: Ressources choisies

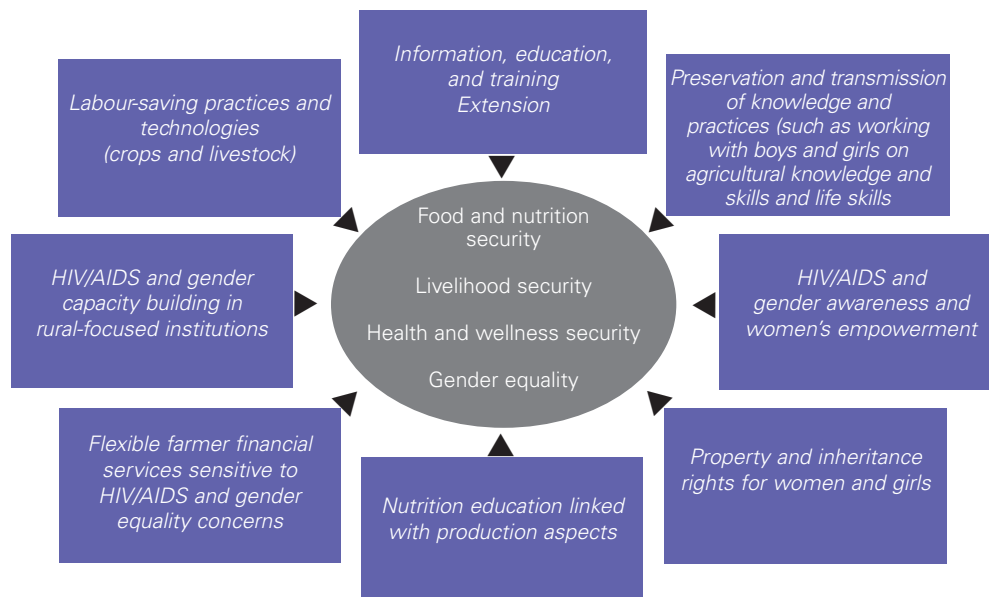
Structure logique de travail axée sur les résultats : Questions-guides et conseils

<i>Compte rendu sommaire</i>	<i>Résultats prévus</i>	<i>Mesure de rendement</i>	<i>Hypothèses/Indicateurs de risque</i>
<p>Objectif du projet (objectif du Programme)</p> <p>Est-ce que l'objectif du programme du CPPR aborde l'épidémie de VIH/sida et l'égalité des sexes de façon significative? La sécurité alimentaire? Les moyens de subsistance en milieu rural? Quels sont les liens entre ces derniers et la réduction de la pauvreté?</p> <p>Supporte-t-il une structure ou une politique nationale multisectorielle en matière de VIH/sida?</p> <p>Supporte-t-il une politique nationale en matière d'égalité des sexes?</p> <p>Selon le stade épidémique du pays, le projet requerra différents types d'approches participatives. (Voir la Fiche-conseil 3)</p>	<p>Impact</p> <p>Est-ce que l'impact prévu aborde les problèmes des populations rurales vulnérables incluant celles affectées par le VIH/sida ou les maladies chroniques (par ex. Tuberculose/malaria) et celles en traitement?</p> <p>Considère-t-il les facteurs socio-économiques reliés au VIH/sida, particulièrement ceux afférents à la sécurité alimentaire/moyens de subsistance, par ex. la main d'œuvre migrante? Variations des revenus disponibles des travailleurs masculins? Le commerce? Les changements différenciés de l'accès/contrôle des biens selon les sexes et l'âge?</p>	<p>Indicateurs de performance</p> <p>Le projet assure-t-il la cueillette de données non regroupées (par ex. selon les sexes, l'âge, les revenus/biens, état de santé/handicap, origine ethnique)?</p> <p>Prévoit-il une étude de base évaluant l'état actuel incluant les risques d'infection et la vulnérabilité au VIH/sida chez les hommes, femmes et enfants parmi les divers types de ménages?</p> <p>Comment peut-on contrôler les changements en matière de risque et de vulnérabilité au cours de la durée du projet?</p>	<p>Hypothèses/Indicateurs de risque</p> <p>Considérer avant tout une hypothèse non-discriminatoire relativement à l'âge et aux sexes dans le processus d'intervention en sécurité alimentaire/moyens de subsistance en milieu rural, puisque l'inégalité des sexes et la cécité sont les premières causes de prolifération du VIH/sida.</p> <p>Considérer les hypothèses dont l'augmentation des revenus du ménage mènera à la sécurité alimentaire tout en abordant positivement les problèmes reliés au VIH/sida. Le projet doit identifier au sein et entre les ménages, les impacts socio-économiques, différenciés selon les sexes et l'âge ainsi que l'origine ethnique et les préoccupations relatives aux handicaps et aux capacités.</p>
<p>Intention du projet</p> <p>Est-ce que les objectifs du projet abordent les besoins de développement prioritaires des différents bénéficiaires? Incluent-ils la santé? L'agriculture? La sécurité alimentaire? La production de revenus?</p> <p>Est-ce que les objectifs du projet prennent en considération les différentes stratégies visant à aborder les problèmes reliés au VIH/sida chez les différents bénéficiaires?</p> <p>Comment atteindre les objectifs relativement aux différents besoins en sécurité alimentaire et en moyens de subsistance chez les hommes, femmes, et de plus en plus chez les personnes âgées, les filles et garçons orphelins et/ou vulnérables?</p>	<p>Dénouement</p> <p>Est-ce que les dénouements proposés reconnaissent les différents intérêts, besoins et contraintes des diverses cibles, plus particulièrement les groupes vulnérables (par ex. les filles et garçons orphelins et/ou vulnérables, femmes et filles vivant dans la pauvreté, travailleurs migrants, commerçants, pasteurs et ceux et celles vivant dans des régions peu informées sur le VIH/sida, la tuberculose et malaria)?</p>	<p>Indicateurs de performance</p> <p>Les indicateurs de projet s'adressent-ils aux différentes cibles (par ex. établissements, communautés, ménages)?</p> <p>Y a-t-il des indicateurs servant à mesurer le rendement à l'interne (politiques sur l'égalité des sexes en milieu de travail et concernant le VIH/sida, de concert avec des partenaires); et à l'externe, comme les interventions d'ordre agricoles chez les hommes, femmes (incluant les personnes âgées), garçons et filles vivant en milieu rural?</p>	<p>Hypothèses/Indicateurs de risque</p> <p>Le projet est dynamique, centré également sur les besoins des hommes, femmes (incluant les personnes âgées), garçons et filles et des ajustements seront apportés en fonction de l'évaluation périodique des impacts sur la vulnérabilité et/ou l'efficacité des stratégies de lutte contre le VIH/sida.</p>
<p>Ressource</p> <p>Y a-t-il une aide gouvernementale relative aux projets/programmes d'interventions afférents au VIH/sida et à l'égalité des sexes?</p> <p>Le projet alloue-t-il suffisamment de ressources humaines et financières à la question d'égalité des sexes et du VIH/sida relativement à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance en milieu rural?</p> <p>Y a-t-il des droites de budget spécifiques au VIH/sida et aux sexes?</p> <p>Le projet comprend-t-il des éléments d'information ou de communication?</p>	<p>Résultat</p> <p>Y a-t-il des résultats à court terme en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance en milieu rural visant à réduire les risques d'infection ou les impacts relatifs au VIH/sida pour les différents bénéficiaires (au sein des ménages, communauté et institutions)?</p> <p>Y a-t-il des informations concernant les leçons apprises afin de faciliter la mise en œuvre de projets futurs?</p>	<p>Indicateurs de performance</p> <p>Les questions reliées à l'égalité des sexes et le VIH/sida sont-elles suffisamment incorporées au budget et aux plans de travail?</p> <p>Les expertises relatives à l'égalité des sexes, au VIH/sida et à la sécurité alimentaire sont-elles suffisamment incorporées aux mandats des équipes de projet.?</p>	<p>Hypothèses/Indicateurs de risque</p> <p>Les questions relatives à l'égalité des sexes et au VIH/sida ne seront pas abordées simplement parce que le projet comprend une expertise; le personnel devrait s'assurer que ces questions sont intégrées tout au long du projet et que des ressources suffisantes y sont allouées. Tous les membres des équipes de projet doivent savoir aborder ces questions à l'intérieur de leur mandat et seront retirés du projet s'ils n'apportent pas les ajustements nécessaires.</p>

VIH/sida dans l'élaboration du programme de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural: Zones d'intervention possibles

Par le biais du cycle de programmation, du développement d'une stratégie opportune et de la structure logique de travail axée sur les résultats, le personnel et les partenaires peuvent être confrontés au défi d'identifier des zones pertinentes et appropriées où les secteurs œuvrant dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural peuvent aborder les questions relatives au VIH/sida et à l'égalité des sexes à l'externe, autrement dit, en fonction de leur travail dans la communauté et avec la clientèle.

Le diagramme ci-joint comprend quelques idées d'interventions sommaires. Les activités spécifiques doivent être étudiées et développées en accord avec les besoins et les priorités de la communauté, des institutions et du gouvernement. Les projets et programmes doivent aussi être adaptés aux besoins et aborder les questions relatives au VIH/sida à l'interne, autrement dit, au sein du milieu de travail, des politiques et pratiques. La **Fiche Guide 5** comprend quelques idées visant à évaluer les institutions à cet égard. La **Fiche Guide 3** comprend des informations additionnelles concernant les résultats relatifs à l'égalité des sexes et au VIH/sida dans le cadre des directives de l'ACDI et de la programmation de base adaptée aux besoins.



Adaptée du : Bishop-Sambrook, 2004

Si un programme ou projet est déjà en place dans une région affectée par le VIH/sida et que certains types d'interventions sont déjà mis en œuvre, les préoccupations entourant le VIH/sida et l'égalité des sexes peuvent (et devraient) être intégrées aux activités. Ces stratégies peuvent aussi être ajoutées selon les besoins au cours du processus d'élaboration, d'évaluations et de contrôles subséquents.

Zones d'intervention dans la collaboration multisectorielles entre la santé, l'éducation et l'agriculture : CARE Lesotho/South Africa

Au Lesotho, le programme promotionnel des Droits et Santé en matière de sexualité (SHARP), sous la direction de CARE Lesotho/South Africa visait à réduire les risques d'infection par VIH et la vulnérabilité des familles face aux impacts reliés au VIH/SIDA. IL a fait équipe avec son programme-frère le LRAP (Livelihoods Recovery through Agriculture Program) en fonction des besoins identifiés dans la communauté. SHARP mettait l'accent sur la promotion et la protection de la sécurité des moyens de subsistance des individus et des familles affectées par le VIH/SIDA par le biais d'une éducation basée sur les contacts entre les personnes elles-mêmes et en ciblant les groupes à risque, incluant les travailleurs de l'industrie du sexe, travailleurs migrants et leurs partenaires, garçons et filles, les travailleuses à faible revenu et les conducteurs sur longue distance. Le programme intégré LRAP comprenait de multiples facettes et avait pour mandat: d'aborder les questions relatives à l'égalité des sexes lors des activités de rétablissement des moyens de subsistance; de former le personnel et ses partenaires relativement aux questions reliées au VIH/SIDA et aux problèmes inhérents; d'assurer le soutien technique au fournisseurs de services œuvrant dans le domaine de l'agriculture familiale (principalement les ONG); d'élaborer et faire connaître les informations concernant les pratiques agricoles améliorées; d'assister les services-conseils; d'établir des partenariats et améliorer les liens entre le gouvernement, les ONG, les organisations communautaires, le secteur privé et les communautés rurales; de piloter les nouvelles politiques de subvention du Ministère de l'agriculture par le biais d'émission de coupons destinés aux ménages très vulnérables vivant en milieu rural; d'élaborer un guide alimentaire destiné aux familles vulnérables; et d'effectuer des recherches sur les causes de vulnérabilité et promouvoir des moyens de subsistance plus sécuritaires au sein des politiques.

L'approche des programmes SHARP et LRAP étaient centrées sur la micro-culture maison pouvant être effectuée par les individus les plus vulnérables tel que les filles et garçons orphelins, les personnes âgées et les adultes/parents malades qui doivent tout de même subvenir aux besoins de leur famille malgré leur état de santé qui se détériore.

Source: Munn and Bradley 2003

La **Fiche-conseil 3** comprend des informations additionnelles concernant les stades épidémiques, les domaines d'intérêt particuliers et les objectifs suggérés lors d'interventions en matière de sécurité alimentaire, de moyens de subsistance en milieu rural et d'agriculture.

Évaluation de rendement et des résultats ⁵

Le Cadre des politiques de développement du Canada souligne l'importance d'une aide efficace, et insiste sur les résultats; il prend appui sur la direction soulignée dans Le Canada contribue à un monde meilleur: Énoncé de politique en faveur d'une aide internationale plus efficace (ACDI, 2002). Favorisant une approche sectorielle, l'aide Canadienne concentre ses efforts sur cinq zones prioritaires; elles sont revues en détails, surtout en fonction de leurs liens avec la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en milieu rural, à la Fiche-conseil 1.

Il est globalement reconnu que l'inégalité des sexes est un facteur socioéconomique jouant un rôle clé dans la propagation du VIH/sida. L'égalité des sexes est un thème à facettes multiples et se retrouve parmi les cinq priorités du CPDC. Les résultats relatifs à l'égalité des sexes devraient systématiquement et formellement être intégrés dans toute élaboration de programme. Les matrices suivantes ont été inspirées du Cadre d'évaluation des résultats obtenus en matière d'égalité des sexes de l'ACDI et comprennent des exemples centrés sur les résultats relatifs à l'égalité des sexes et au VIH/sida⁶. Bien qu'elles soient destinées aux institutions œuvrant dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural, elles peuvent être intégrées à tout type d'institution.

Énoncé des résultats possibles et critères de classement des institutions: Financement de base

Exemple de résultats possibles relativement à l'égalité des sexes et au VIH/sida

Exemple de critère de décision pour classer les institutions ⁷

1. Résultats relatifs à l'égalité des sexes et au VIH/sida Les systèmes de programmation et de contrôle institutionnels en place visant à aborder les résultats afférents au développement en matière d'égalité des sexes et de VIH/sida/ maladies chroniques (prévention, traitement, soins, mitigation, stigmaté).	Les systèmes de contrôle institutionnels comprennent une proportion satisfaisante de programmation contribuant à aborder les questions relatives à l'égalité des sexes et au VIH/sida (à l'interne au sein de l'organisation et à l'externe avec la clientèle).
2. Virage vers une approche plus centrée sur l'égalité des sexes et le VIH/sida L'approche institutionnelle correspond au consensus international en matière de droits (de la personne) des femmes/filles, des personnes atteintes du VIH/sida (Voir les fiche-conseils 2 et 4).	Il y a un intérêt marqué à promouvoir l'égalité des sexes et le renforcement du pouvoir des femmes et à aborder les questions relatives au VIH/sida de par tous les secteurs (à savoir si les objectifs peuvent s'intégrer aux autres objectifs de développement).
3. Cadre de politiques institutionnelles de soutien Les perspectives en matière d'égalité des sexes et de VIH/sida sont évidentes dans les principaux documents de politique et de planification guidant institutions.	Les politiques/stratégies institutionnelles incorporent des perspectives centrées sur l'égalité des sexes et le VIH/sida et établissent des liens précis entre ceux-ci au niveau des préoccupations de politiques institutionnelles jouant un rôle clé.
4. Environnement favorisant l'institution L'institution a élaboré une approche complète, systématique afin de porter une attention particulière aux résultats en matière d'égalité des sexes et de VIH/sida (par ex. prévention, contrôle, traitement, mitigation).	L'institution a développé un environnement positif soutenant les perspectives en matière d'égalité des sexes et abordant les questions relatives au VIH/sida, à l'interne (au sein de l'organisation) et à l'externe (au niveau de la relation avec la clientèle).
5. Élan et engagement institutionnel L'institution démontre un engagement continu—intégral au développement—afin d'atteindre les objectifs, soutenir et aborder les questions relatives au VIH/sida.	L'institution maintient un niveau acceptable d'engagement afin d'atteindre des résultats en matière d'égalité des sexes afin d'aborder les questions relatives au VIH/sida (par ex. prévention, traitement, soins, mitigation) et continue d'identifier des moyens pour affronter ces problèmes.
6. Équilibre et équité en matière d'emploi pour tout le personnel, incluant ceux et celles qui sont atteints du VIH/sida ou qui en sont affectés (par ex. vulgarisateur, chercheurs, personnel administratif).	L'institution favorise l'équilibre entre les sexes à tous les niveaux et un environnement positif pour ceux et celles qui sont atteints du VIH/sida ou qui en sont affectés (personnel, familles et clientèle/partenaires). L'institution fixe et atteint des objectifs de façon constante et se dirige vers un équilibre entre les sexes (plus particulièrement chez les personnes plus âgées). Elle emploie et soutient les personnes (et les familles) atteintes du VIH/sida ou qui en sont affectées.

⁵ Cette fiche Guide s'inspire du Cadre d'évaluation des résultats obtenus en matière d'égalité des sexes de l'ACDI (2005). Le document complet, incluant les outils d'évaluation détaillés, peut être consulté à :

[http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/GenderEquality3/\\$file/GE-framework.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/GenderEquality3/$file/GE-framework.pdf)

Pour en savoir plus concernant l'évaluation du rendement, voir Le Cadre des résultats et des facteurs clés de réussite de l'ACDI, n.d. à [http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Performancereview4/\\$file/Framework.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Performancereview4/$file/Framework.pdf)

⁶ Il faut prendre en note que les relevés des résultats et les critères d'évaluation afférents aux initiative (incluant les indicateurs) différeront selon les objectifs et les centres d'intérêt.

⁷ Pour des conseils supplémentaires concernant l'évaluation des institutions relativement à l'égalité des sexes, voir le Cadre d'évaluation des résultats obtenus en matière d'égalité des sexes de l'ACDI (2005).

[http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/GenderEquality3/\\$file/GE-framework.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/GenderEquality3/$file/GE-framework.pdf) . Le cadre comprend divers types d'évaluations (à savoir bonne, prometteuse, moyenne, et inquiétante) ainsi que des outils d'évaluation

Résultats adaptés en matière d'égalité des sexes: directive & programmation adaptées aux besoins

<p>Résultats de développement corporatif en matière d'égalité des sexes⁸</p>	<p>Résultats visant à aborder les questions relatives au VIH/sida adaptés selon les résultats de développement corporatif en matière d'égalité des sexes</p>	<p>Principaux types de dénouements pour chaque résultat en soutien aux questions relatives à l'égalité des sexes et au VIH/sida⁹ et afférents aux initiatives en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance en milieu rural</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Un meilleur équilibre au niveau de la participation des femmes et des hommes relativement aux prises de décision dans les processus de développement durable au sein de leurs sociétés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un meilleur équilibre au niveau de la participation des hommes et des femmes (incluant les personnes âgées), filles et garçons, incluant ceux et celles atteints du VIH/sida ou qui en sont affectés relativement au pouvoir décisionnel dans les processus de développement durable au sein de leurs sociétés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence accrue des femmes et filles, organisations pour les droits des femmes, des personnes vivant avec le VIH/sida (PLWHA), afin de défendre la cause et participer aux processus décisionnels en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance. • Représentation accrue des femmes, des filles et des PLWHA relativement aux emplois reliés aux processus décisionnels en matière de développement rural, et au sein des partenaires et institutions communautaires œuvrant dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en milieu rural. • Une plus grande équité entre les hommes, femmes, filles et garçons au sein des ménages. Pouvoir décisionnel accru des femmes et des jeunes filles.
<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure connaissance des droits de la personne chez les femmes et jeunes filles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure connaissance des droits de la personne chez les hommes, femmes, filles et garçons atteints du VIH/sida ou qui en sont affectés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion et protection renforcées des droits (de la personne) des femmes et des filles en terme des lois, d'actions policières, poursuite, juges, courts, incluant ceux soutenant les moyens de subsistance en milieu rural (par ex. droits foncier et de propriété). • Connaissance et reconnaissance accrues chez le grand public (femmes et hommes) et les décideurs des droits (de la personne) des femmes et des filles et des personnes vivant avec le VIH/sida ou qui en sont affectées (PLWHA).
<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de l'inégalité entre les femmes et les hommes en ce qui concerne l'accès aux ressources et à leur contrôle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de l'inégalité entre ceux et celles atteints du VIH/sida ou qui en sont affectés (plus particulièrement les femmes et les jeunes filles) en ce qui concerne l'accès aux ressources et à leur contrôle et les retombées du développement (incluant les traitements antirétroviraux et les soins, information, crédit, apports et services agricoles, terre et propriété, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle accru sur les avoirs de production (terre, capital/crédit, technologie, compétences) des femmes et des filles et accès accru à un emploi décent. • Pouvoir accru des partenaires en développement rural, des gouvernements et des organisations de la société civile en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de développement rural et de sécurité alimentaire et d'initiatives reflétant les priorités et les intérêts des femme, hommes, filles et garçons, incluant les personnes vivant avec le VIH/sida ou qui en sont affectées. • Adoption de politiques soutenant l'égalité des sexes et les droits des personnes vivant avec le VIH/sida, ou qui en sont affectées, par les institutions gérant le développement des ressources et les bénéfices (à savoir les politiques répondant aux diverses priorités et intérêts des femmes. Hommes, filles et garçons). • Accès, pour les femmes et les filles, à des services de base appropriés soutenant les moyens de subsistance en milieu rural, la sécurité alimentaire, le bien-être et la qualité de vie.

⁸ Adapté selon *La politique en matière d'égalité des sexes de l'ACDI* et Le Cadre des politiques de développement du Canada visant à considérer les problèmes reliés au VIH/sida

⁹ Selon l'initiative, chaque type de résultat peut être décortiqué en plusieurs autres résultats reflétant ainsi les objectives

Approche programme :

Conseils inspirés des Principes 'Trois fois un'

L'ACDI a accru son soutien aux secteurs centrés sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en milieu rural au niveau national par le biais d'approches programmes (par exemple les SWAP, aide budgétaire directe et les budgets communs). L'ACDI revoit en ce moment comment intégrer les questions relatives au VIH/sida en prenant en considération les sexes dans cet environnement de programmation. Pour soutenir les initiatives nationales en matière de VIH/sida dans les secteurs centrés sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en milieu rural, elle peut tirer parti des directives des Principes « Trois fois un »¹⁰, lesquels supportent les actions contre le VIH/sida à l'échelle nationale, en fonction d'atteindre un objectif d'utilisation efficace et maximale des ressources et d'assurer des actions rapides et une gestion basée sur les résultats.

Les Trois Principes

- I. Un cadre d'action unique contre le VIH/sida
- II. Une seule autorité nationale de coordination de la lutte contre le SIDA, avec un large mandat plurisectoriel
- III. Un seul système de suivi et d'évaluation convenu à l'échelle du pays

Pour plus d'information concernant les Principes « Trois fois un », voir:
<http://www.unSIDA.org/UnSIDA/EN/About+UNSIDA/What+is+UNSIDA/UNSIDA+at+country+level/The+Three+Ones.asp>

Questions stratégiques clés pour guider le dialogue avec les partenaires et les autres donateurs

Cadre et politiques nationale

- Quelle est la prévalence du VIH/sida dans le pays ?¹¹ Dans les régions rurales? Entre les hommes, femmes, filles et garçons?
- Comment les cadres nationaux en matière de réduction de la pauvreté et de développement relient-ils le VIH/sida aux secteurs autres que celui de la santé, c'est-à-dire l'agriculture, le développement rural, la sécurité alimentaire?
- Est-ce que le pays possède un cadre et/ou une politique multisectorielle en matière de VIH/sida? Si oui, quels sont les rôles des secteurs agricoles et du développement rural?
- Les interrelations entre le VIH/sida, la pauvreté et l'inégalité des sexes sont-ils abordés dans ces documents stratégiques? Si oui, comment peuvent-ils générer des actions dans les secteurs reliés à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance en milieu rural et à l'agriculture? Sinon, comment doit-on démontrer ces liens aux décideurs et planificateurs?
- Comment ces documents stratégiques abordent-ils les besoins et les contraintes des OVC, des personnes atteintes du VIH/sida et des personnes âgées dans les régions rurales? S'ils ne le font pas, comment doit-on en faire la promotion?

Groupes donateurs/partenaires

- Y a-t-il un groupe donateur/partenaire actif en matière de VIH/sida? Si oui, quelle place occupe le secteur agricole (ou subsidiairement la sécurité alimentaire ou les moyens de subsistance en milieu rural) dans leur agenda?
- Y a-t-il un sous-groupe en matière de VIH/sida, d'agriculture et de sécurité alimentaire? Quels sont les priorités et le centre d'intérêt de ce sous-groupe (par exemple, main d'œuvre de ferme commerciale? Impacts de la commercialisation? Sécurité alimentaire? Égalité des sexes? Pasteurs? Droits fonciers et de propriétés?) S'il n'existe aucun groupe, est-il possible d'en fonder un?
- Comment le sous-groupe aborde-t-il les liens entre l'inégalité des sexes, la pauvreté, le VIH/sida et la sécurité alimentaire?
- Comment le sous-groupe aborde-t-il les problèmes des filles et garçons orphelins ou vulnérables (OVCs) dans les régions rurales? Les personnes âgées? Les personnes vivant avec le VIH/sida?
- Y a-t-il un groupe donateur/partenaire en matière de sexes? Comment ont-ils créé des liens avec la sécurité alimentaire et le VIH/sida? Les moyens de subsistance en milieu rural? L'agriculture?

¹⁰ Ceux-ci furent élaborés par le biais d'un processus préparatoire à l'échelle globale et nationale, institués par le programme UNSIDA de concert avec la Banque Mondiale et le Fonds Mondial pour la lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria. Pour en savoir plus, voir:

<http://www.unSIDA.org/UnSIDA/EN/About+UNSIDA/What+is+UNSIDA/UNSIDA+at+country+level/The+Three+Ones.asp>

¹¹ N.B. Ces statistiques peuvent être utiles pour déterminer les stratégies à adopter dans les secteurs oeuvrant dans les domaines reliés à la sécurité alimentaire, l'agriculture et les ressources naturelles. Sources possibles: statistiques nationales, fiches techniques des pays impliqués dans le programme UNSIDA www.unSIDA.org

Autorité nationale de coordination en matière de SIDA

- L'autorité nationale de coordination en matière de sida adopte-t-elle une approche basée sur l'égalité des sexes relativement à la question du VIH/sida?
- Permet-elle une large implication et participation des populations rurales telles que les associations de fermiers, pasteurs, femmes vivant en milieu rural, filles et garçons orphelins et/ou vulnérables et personnes vivant avec le VIH/sida? Si oui, comment peut-elle être renforcée? Sinon, comment en faire la promotion?
- Comment l'autorité nationale de coordination en matière de sida relie-t-elle les secteurs afférents à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance en milieu rural et à l'agriculture? Comment ces secteurs se relient-ils entre eux pour aborder la question du VIH/sida (par exemple, l'éducation, la santé)? Comment se relient-ils au mouvement national en matière de sexes?
- Quelle est la participation de ces secteurs au sein du cadre commun pour assurer la responsabilisation?
- Comment l'autorité nationale de coordination en matière de sida contrôle-t-elle la mise en œuvre du Cadre/Stratégie national dans les secteurs reliés à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance en milieu rural et à l'agriculture?

Développement des capacités et ministère responsable

- Quels sont les impacts du VIH/sida sur les ministères et les départements reliés à l'agriculture et aux ressources naturelles (par exemple, la capacité de réagir aux environnements perturbés, de réagir aux besoins et aux priorités changeants des clients, du personnel et des familles affectées par la maladie et les décès)?
- Ces ministères ont-ils la capacité d'intégrer les questions relatives au VIH/sida et à l'égalité des sexes à l'interne (par exemple, en élaborant une politique de soutien en milieu de travail, en abordant les stigmates, en prévoyant des consultations pour le personnel et des tests de dépistage volontaires confidentiels)? Si oui, comment en tirer parti? Sinon, comment peut-on soutenir le développement de ces capacités?
- Les ministères ont-ils une capacité d'analyse et de mise en œuvre basés sur les sexes?
- Les ministères sont-ils centrés sur les questions relatives au VIH/sida et/ou aux sexes ou y a-t-il des groupes de travail en matière de VIH/sida pouvant supporter le développement des capacités et de l'intégration?

Contrôle et évaluation

- Y a-t-il un système de base national contrôlant les progrès en matière de VIH/sida? Si oui, y a-t-il des indicateurs reliés aux moyens de subsistance en milieu rural (par exemple, mesure de la vulnérabilité dans les régions rurales)?
- Les partis prenants visés ont-ils la capacité de recueillir des données socio-économiques et démographiques relativement aux ménages (indice de vulnérabilité) vivant dans les régions rurales? Les partis prenants ont-ils la capacité d'utiliser les données recueillies? Sinon, comment promouvoir le développement de ces capacités?
- Les indicateurs tenant compte de la spécificité des sexes sont-ils utilisés? Les données sont-elles regroupées selon les sexes, l'âge, les régions?

Soutien du groupe donateurs/partenaires et Stratégie du secteur agricole en matière de VIH/SIDA : Le cas de la Tanzanie

Jusqu'en l'an 2000, les efforts de lutte contre le VIH/sida en Tanzanie étaient coordonnés par le biais d'une série de plans élaborés par le Ministère de la santé. Au début de l'an 2003, avec le leadership de TACSIDA, la Tanzanie mettait en œuvre son premier Cadre stratégique national multisectoriel en matière de VIH/SIDA (2003-07). Au chapitre du Cadre, divers ministères gouvernementaux en sont à l'élaboration de stratégies spécifiques aux secteurs en matière de VIH/SIDA y compris, par exemple, le Ministère de la santé et le Ministère de l'éducation.

La question du VIH/sida est une préoccupation gouvernementale importante et le Groupe Donateurs/Partenaires Group (GDP) se réunit désormais. Un GDP spécial centré sur la question du VIH/SIDA fut créé pour aborder avec le gouvernement les problèmes relatifs au VIH/SIDA. Récemment, sous la direction de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et soutenu par plusieurs donateurs bilatéraux, un sous-groupe de donateurs/partenaires centré sur la question du VIH/SIDA et de l'agriculture fut formé afin d'animer le processus d'intégration des questions relatives au VIH/SIDA dans les ministères responsables du secteur agricole et de développer une stratégie en matière de VIH/SIDA pour ce même secteur.

Source: FAO. *Ébauche de la stratégie en matière de VIH/SIDA du secteur agricole*, 2005



Le guide sommaire suivant concerne les questions servant à l'évaluation de la capacité des établissements à aborder les questions relatives au VIH/sida, à la sécurité alimentaire et/ou aux moyens de subsistance en milieu rural en tenant compte de la spécificité des sexes—à la fois à l'interne au sein du milieu de travail et à l'externe dans la mise en œuvre d'activités. Les secteurs préoccupants sont d'application générale et sont valables pour différents types d'organisations. Voir également la Fiche guide 3 pour des informations spécifiques concernant les résultats d'évaluation de rendement en matière d'égalité des sexes et de VIH/sida pour les établissements recevant un financement de base.

Cadre d'évaluation des résultats obtenus en matière d'égalité des sexes de l'ACDI, 2005

Comme l'égalité des sexes est une priorité pour l'IPS et l'ACDI, l'évaluation des établissements doit aborder cette capacité. L'ACDI a élaboré un outil utile pour examiner et classer les institutions recevant un financement de base de l'ACDI selon leur contribution et résultats en matière d'égalité des sexes. Le cadre soutient l'approche basée sur les résultats de l'ACDI en insistant sur la responsabilisation relativement aux résultats de développement et de gestion renforcée. Pour plus d'information, voir www.acdi-cida.gc.ca

Politique organisationnelle

- Examiner les politiques et les stratégies propres à l'organisation pour vérifier si elles sont conformes aux politiques et stratégies nationales en matière de VIH/sida et d'égalité des sexes. Comment ces politiques et stratégies se traduisent-elles en pratiques et en applications, particulièrement en fonction de leurs liens avec les interventions reliés à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance en milieu rural et à l'agriculture?
- Examiner les politiques d'embauche et les directives de dotation sur le personnel. Y a-t-il des politiques spécifiques en matière de VIH/sida et d'égalité des sexes visant à soutenir le personnel, incluant ceux vivant avec la maladie? L'organisation collabore-t-elle positivement avec les organisations communautaires et la clientèle vivant avec le VIH/sida—ou autre maladie chronique—ou qui en sont affectés?
- Y a-t-il une droite de budget spécifique pour aborder la question du VIH/sida dans l'organisation? Sinon, y a-t-il une provision sous d'autre droite de budget pour incorporer les initiatives en matière de VIH/sida à l'interne et à l'externe (par exemple, formation du personnel en matière de VIH/sida et de sécurité alimentaire, recherche agricole en matière de VIH/sida).

Structure et culture organisationnelle

- Comment l'établissement promeut-il un environnement positif et non-discriminatoire pour le personnel masculin et féminin?
- Les préoccupations socio-économiques, reliées aux sexes, à la jeunesse et au VIH/sida sont-elles intégrées par le biais d'initiatives (par exemple, recherche, développement de technologies, services vétérinaires, services de vulgarisation, etc.) ou sur une base plus individuelle? À quel point ces politiques et stratégies sont-elles soutenues par les décideurs et les réalisateurs de l'organisation (par exemple chercheurs, vétérinaires, techniciens, etc.)?
- L'organisation emploie-t-elle du personnel possédant des compétences spécialisées relativement aux questions socio-économiques et en matière d'égalité des sexes dans les régions rurales, ou sinon, coopère-t-elle sur une base régulière avec des personnes en possédant (par exemple, consultants, ONG, organismes du secteur privé, etc.)? Et relativement à la jeunesse? Au VIH/sida et à la sécurité alimentaire? À l'approche participative? Ces spécialistes travaillent-ils directement avec le personnel technique ou s'exercent-ils seuls? Comment peut-on renforcer la collaboration entre ces spécialistes et les autres membres du personnel technique?
- Y a-t-il un soutien manifeste en matière d'égalité des sexes chez les cadres supérieurs? Y a-t-il des mécanismes de responsabilisation en place?

Mise en œuvre

- En quelle capacité le personnel peut-il appliquer une approche participative tenant compte de la spécificité des sexes et de l'âge dans leur travail avec les communautés?
- L'organisation recueille-t-elle et utilise-t-elle des données relatives à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance en milieu rural regroupées selon les sexes, l'âge et autres facteurs socio-économiques (hygiène, biens/revenus, santé/handicap, etc.)? Quelle est la stratégie?
- L'organisation encourage-t-elle les membres de la communauté et la clientèle, incluant les personnes vivant avec le VIH/sida—ou autre maladie chronique—ou qui en sont affectées (incluant les personnes âgées, garçons et filles) à participer à la recherche agricole, au développement des technologies, aux activités génératrices de revenus, à la planification de projet?
- Les activités doivent-elles être adaptées afin de favoriser ceux et celle s'occupant des personnes malades au sein des ménages? (à savoir si les activités de soutien de groupe serait une meilleure option que les activités centrées sur des ménages individuels)?
- Comment les activités de l'organisation incorporent-elles les messages concernant le VIH/sida? (par exemple, relativement aux activités agricoles et d'élevage, aux pratiques de saisie de propriété/bétail et leur effet sur la vie des veuves/enfants, l'éducation agricole destiné aux jeunes et aux foyers dirigés par des jeunes, etc.).
- L'organisation a-t-elle la capacité de présenter des rapports sur les résultats? Y a-t-il un cadre de contrôle centré sur les résultats en matière d'égalité des sexes?

Limiter les impacts du VIH/sida sur la sécurité alimentaire : Un Ministère de l'agriculture s'auto-évalue

Lors d'un atelier sur les stratégies pour limiter les impacts du VIH/sida sur la sécurité alimentaire destinée à la haute direction et aux décideurs du Ministère de l'agriculture et des coopératives (MACO) de la Zambie, les participants ont exposé leur établissement en fonction d'aborder les questions "à l'interne" (recrutement du personnel, politique, stigmatisation) et "à l'externe" (travail avec les fermiers et autres partenaires). L'atelier était spécifiquement centré sur le VIH/SIDA et la sécurité alimentaire (pas expressément sur l'égalité des sexes, bien que l'atelier était centré sur des approches tenant compte de la spécificité des sexes); les participants ont identifiés les questions suivantes, qui selon eux devraient être considérées à l'interne:

- Des informations destinées au personnel et aux familles concernant les tests de dépistage volontaires et les consultations (VCT) et l'accès aux traitements antirétroviraux (ART);
- Accès à des conseillers spécialisés pour le personnel affecté;
- Sensibilisation du personnel en matière de stigmatisation et comportement stigmatisé;
- Provision de traitements antirétroviraux (ART) et de soutien afférent;
- Promotion de placement de personnel permettant aux familles et aux couples de demeurer ensemble dans leur environnement de travail;

Les participants oeuvrant dans le domaine de la pêche ont identifié les questions suivantes, qui selon eux devraient être considérées à l'externe par le Ministère de leur région dans le but de limiter les impacts du VIH/sida sur la sécurité alimentaire:

- Renforcement d'une éducation et d'un développement de technologies participatives tenant compte de la spécificité des sexes;
- Identification de moyens significatifs pour aborder les besoins relatifs à la sécurité alimentaire et au bien-être des enfants orphelins et vulnérables;
- Identification de moyens pour renforcer les moyens de subsistance et les revenus des femmes et des enfants par le biais d'une diversification et d'un soutien au niveau technologique, des habiletés, de la commercialisation, des compétences en affaires;
- Services d'éducation incorporant les informations relatives au VIH/SIDA au matériel éducatif, ainsi que la formations des éducateurs. Ils croyaient qu'il y avait un besoin particulier au niveau des pêcheurs et des femmes qui se rendent dans les camps de pêche pour se procurer du poisson (et qui bien souvent assurent des services sexuels) pour qu'ils se protègent contre les risques de contamination et de transmission;
- Amélioration de la collaboration avec le Ministère de la santé.

Source: Atelier « Capacity Building Workshop on Strategies to Mitigate the Effects of VIH/SIDA on Food Security for Senior MACO Staff », Livingstone, Zambie, 23 – 24 août, 2004.

Examen de propositions dans le cadre de programmes réactifs

Cette Fiche Guide souligne quelques-unes des questions à considérer lors de l'évaluation des propositions reliées à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance en milieu rural et/ou à l'agriculture soumises par un promoteur aux fins d'étude dans le cadre de programmes réactifs. Avant tout, les propositions devraient être conformes au Cadre des politiques de développement du Canada et aux autres politiques et directives de programmation pertinentes de l'ACDI. La question du VIH/sida constitue une importante préoccupation pour l'ACDI, tout comme la sécurité alimentaire et l'égalité des sexes; l'agriculture touche à tous ces secteurs, mais est particulièrement applicable dans le cadre du développement du secteur privé.

Les agents responsables d'examiner les propositions soumises devraient posséder une certaine connaissance relative à l'état de l'épidémie du VIH/sida dans leur région ou pays et des implications au niveau de la sécurité alimentaire des ménages et de leurs moyens de subsistance. La première étape consiste à évaluer l'étendue et la gravité des problèmes reliés au VIH/sida dans le pays et/ou la région considérés dans la proposition. S'il y a en effet des problèmes, la proposition devrait viser à aborder ceux-ci par le biais d'une approche, de stratégies et d'interventions. Elle devrait comprendre suffisamment de ressources pour assurer l'intégration totale des problèmes reliés au VIH/sida, à l'égalité des sexes et au renforcement de l'autonomie.

Conseil: Pour en savoir plus sur l'état des épidémies de VIH/sida et autres maladies chroniques (par ex. La tuberculose et la malaria) dans certains pays ou régions, le personnel de programmation peut:

- Parler aux spécialistes en matière de VIH/sida/santé et d'égalité des sexes de l'ACDI responsables du pays ou de la région en question;
- Se référer à la fiche de renseignements concernant les pays du programme UNSIDA et les rapports nationaux/régionaux à www.unSIDA.org;
- Visiter le site web du gouvernement du pays en question pour voir s'il existe une politique nationale en matière de VIH/SIDA, un cadre stratégique sectoriel ou multisectoriel ou un organisme de coordination;
- Voir la Fiche-conseil 4 pour des ressources additionnelles.

A. Questions directrices et conseils pour examiner les propositions préliminaires en agriculture, sécurité alimentaire et moyens de subsistance en milieu rural

1. Quelle est l'étendue du problème de VIH/sida dans le pays/région pour lequel le programme est proposé?
2. Quel est l'impact dans la région du VIH/sida sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistances en milieu rural, l'agriculture, l'égalité des sexes et vice versa?

Après avoir considéré les questions 1 et 2 citées précédemment, les questions suivantes peuvent vous guider dans l'examen de propositions préliminaires. L'agent responsable peut demander au promoteur d'élaborer davantage sur ces questions dans le cadre d'une proposition plus détaillées. Voir la **Fiche-conseil 3** pour en savoir plus concernant les stades épidémiques et les principales interventions afférentes au secteur agricole

<p><i>Projet et objectifs</i></p> <p>But de l'examen, pays/région, élément novateur, caractère unique, objectifs, problématique de développement, résultats prévus, valeur estimative du projet en fonction des questions</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment l'initiative proposée planifie-t-elle d'aborder la question du VIH/sida? De l'égalité des sexes? Des groupes vulnérables (par exemples les enfants orphelins et vulnérables, populations sous-employées)? 2. L'initiative proposée comprend-t-elle des activités promouvant la main d'œuvre migrante (quotidiennes ou saisonnières)? Si oui, propose-t-elle d'y inclure des activités de sensibilisation en matière de VIH/sida? De limiter les hausses potentielles de la vulnérabilité chez les individus, surtout chez les femmes et les jeunes filles? 3. Le projet requerra-t-il des interventions de la part des femmes, hommes, filles et garçons relativement aux avoirs, à la main d'œuvre, en temps? En quelles mesures ces groupes d'individus pourraient-ils supporter un tel fardeau inégal et non rémunéré? Si la maladie chronique prévaut dans la région, le projet est-il réalisable tel quel? Comment propose-t-il d'être bénéfique pour les plus vulnérables des bénéficiaires? (par exemples filles et garçons orphelins ou vulnérables; comme ils sont des cibles de plus en plus importantes dans plusieurs régions)? 4. Le projet propose-t-il un élément éducatif? De recherche? De développement des capacités? Des éléments d'informations et de communication? (par exemple, radio rurale, matériel éducatif) Comment aborde-t-il les questions relatives au VIH/sida et à l'égalité des sexes dans ses régions?
---	---

B. Questions directrices & conseils pour examiner les propositions préliminaires en agriculture, sécurité alimentaire et moyens de subsistance en milieu rural

1. Quelle est l'étendue du problème de VIH/sida dans le pays/région pour lequel le programme est proposé?
2. Quel est l'impact dans la région du VIH/sida sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistances en milieu rural, l'agriculture, l'égalité des sexes et vice versa?

Après avoir considéré les questions 1 et 2 citées précédemment, les questions suivantes peuvent vous guider dans l'examen de propositions préliminaires.

<i>Résumé</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Comment la description du projet reconnaît-elle les problèmes de VIH/sida (et/ou de maladie chroniques) dans la région ou le pays? Est-il reconnu comme ayant un impact sur les moyens de subsistance en milieu rural? La sécurité alimentaire? L'agriculture? L'égalité des sexes?
<i>Contexte</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que le CPPR considère comme priorité un des points suivants? Le VIH/sida? La sécurité alimentaire? L'égalité des sexes? La réduction de la pauvreté? Si oui, quelle est leur importance dans le contexte? Mentionne-t-on qui est affecté ou vulnérable aux risques et aux impacts afférents au VIH/sida? De quelle façon et pourquoi (par exemple, les filles et garçons orphelins ou vulnérables, les adolescents, les adultes, les personnes âgées, les personnes atteintes d'une maladie chronique, vivant dans la pauvreté, sans propriété, ou dénutris, les vulgarisateurs, organismes communautaires, les ministères)?
<i>Projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Comment la description du projet aborde-t-elle la question du VIH/sida? De la sécurité alimentaire? De l'égalité des sexes? Des groupes vulnérables? Comment reconnaît-il les interrelations entre ces facteurs? • Comment les stratégies et les activités du projet abordent-elles les problèmes des groupes à hauts risques d'infection par le VIH/sida, ou vulnérables à ses retombées? (considérer les facteurs socio-économiques et d'hygiène, les sexes, l'âge, l'accès aux services et à l'information)? • Comment les stratégies et les activités du projet abordent-elles les problèmes auxquels font face ceux et celles qui sont atteints du VIH/sida et/ou d'une maladie chronique en tenant compte de la spécificité des sexes et de l'âge? • La proposition considère-t-elle dans quelles mesures les impacts liés au VIH/sida saperont les interventions proposées? Comment réduire ces risques? • La proposition considère-t-elle dans quelles mesures les activités exacerberont la situation? (par exemple, augmentent-elles la migration? Créent-elles un impact négatif relativement à l'accès aux ressources et à leur contrôle chez les femmes? Stigmatisent-elles certains groupes ou individus?) • Comment le projet aborde-t-il les questions relatives au milieu de travail en matière d'égalité des sexes et de VIH/sida? (considère la sensibilisation du personnel, la formation des vulgarisateurs, les stigmatisés, la prévention; constate les responsabilités et les charges additionnelles des femmes relativement au temps et à l'administration des soins en milieu familiale, etc.) • Une étude de base est-elle prévue au projet? Si c'est le cas, s'assurer que les données démographiques non regroupées en matière des sexes et de l'âge ainsi que d'autres données concernant le classement selon la richesse et la santé soient recueillies aux fins de contrôle.
<i>Promoteur(s)</i>	<p>Pour obtenir des conseils supplémentaires pour l'évaluation d'un promoteur et d'un partenaire bénéficiaire en ce qui concerne les interrelations entre la sécurité alimentaire et le VIH/sida, voir la Fiche Guide 5 traitant de l'évaluation des établissements.</p>
<i>Priorité de développement de l'ACDI</i>	<p>Les questions soulignées précédemment se rejoignent dans le cadre de l'Énoncé de Politique Internationale (IPS); Évaluer comment la proposition les aborde et comment elle favorisera le développement des capacités des partenaires dans le but d'aborder la question relative au VIH/sida et à l'égalité des sexes selon une approche multisectorielle (à savoir au delà du secteur de la santé).</p>
<i>Annexes</i>	<p>Analyse de cadre axée sur les résultats: La Fiche Guide 2 comprend des questions et des conseils sur le sujet.</p> <p>Budget du projet: Y a-t-il une autorisation gouvernementale allouant un certain pourcentage relativement aux projets/programmes et aux interventions en matière de VIH/sida? La proposition comprend-t-elle suffisamment de ressources humaines et financières? Le budget détaillé en tient-il compte?</p> <p>Échéancier de la mise en œuvre du projet: Comment l'échéancier de la mise en œuvre du projet prévoit les questions soulignées précédemment en fonction des interventions liées aux populations vulnérables, à l'égalité des sexes et au VIH/sida (et/ou les maladies chroniques)</p>

Exemple: Les participants d'un atelier sur le VIH/sida et l'égalité des sexes dans le cadre de la programmation agricole ont examiné leur proposition de projet en matière de sécurité alimentaire (laquelle n'abordait pas la question du VIH/sida). Ils ont retenu les points suivants lors de l'examen de leur proposition:

- Besoin de considérer les différents rôles que jouent les femmes et les hommes au sein des systèmes de production axés sur l'élevage, incluant les cultures familiales (végétales et autres).
- Le besoin de considérer l'impact du VIH/sida sur chaque système de production (ou sur une partie de ceux-ci) en matière : de production alimentaire; d'élevage amélioré d'animaux; d'entreposage/achat de semences; d'augmentation de l'approvisionnement en eau; d'options de moyens de subsistance.
- Réviser selon une évaluation des points soulevés précédemment.



Conseils fondamentaux servant à inclure une expertise dans les équipes de projet

Afin de s'assurer que les problèmes de VIH/sida et de l'égalité entre les sexes sont adéquatement traités en matière de sécurité alimentaire, de subsistance rurale ou d'initiatives agricoles, il est important de s'assurer que les lignes directrices des employés et consultants sur les projets considèrent ces questions dans leurs tâches, dans les liens avec d'autres secteurs de travail à l'intérieur du projet et tout au cours de la durée de l'initiative—à partir de l'identification jusqu'à l'évaluation et même jusqu'à la réponse ou la fin du projet.

Une première étape est de déterminer jusqu'à quel point le VIH/sida est un problème dans la région et d'ainsi avoir une idée générale de l'état et de l'impact de l'épidémie afin de développer des lignes directrices pour le personnel et la mission qui doit comprendre le plus efficacement possible :

- Les impacts (potentiels ou réels) du VIH/sida sur la sécurité alimentaire et des moyens de subsistances, les activités d'agriculture, et le bien-être global des femmes, hommes, filles et garçons;
- Les impacts (potentiels ou réels) des stratégies d'agriculture et de subsistance sur le VIH/sida;
- Si, et comment, les approches et activités du programme/projet pourraient affecter (identification et concept); affectent (implantation & surveillance); ont affecté la vulnérabilité des femmes, hommes, filles et garçons (augmentation ou réduction des risques d'infections, augmentation ou réduction des impacts du VIH/sida, etc.) et comment cela peut-il être minimisé.

De l'information concernant les groupes vulnérables et à risque, les catalyseurs socio-économiques spécifiques de VIH/sida dans la région et la vulnérabilité générale ainsi que les impacts du VIH/sida peuvent être amassés en discutant avec les unités sanitaires locales, régionales et nationales et également en passant en revue les études démographiques et socio-économiques des ménages; des études sur la situation des orphelins et des garçons et filles vulnérables; et des études sur les liens entre sécurité alimentaire, subsistance rurale et VIH/sida. Des groupes locaux de gens vivant avec le VIH/sida peuvent également fournir de précieuses informations sur la situation. Le Bulletin de renseignement 3 procure également une information générale concernant les différents stages de l'épidémie et des solutions en rapport avec la sécurité alimentaire, l'agriculture et la subsistance rurale. Des feuillets d'information et des rapports sur la région et/ou le pays concernant le VIH/sida se retrouvent sur le site Web ONUSIDA, www.onusida.org.

Après l'exécution d'une analyse initiale de la situation en termes de VIH/sida, d'agriculture et de sécurité alimentaire, il est possible de concevoir quelle sorte d'expertise pourrait être nécessaire afin d'aborder les diverses stratégies d'intervention en matière de prévention et/ou d'agriculture lors de l'initiative. S'il y a peu d'information disponible au sujet de la situation du VIH/sida dans la région, peut-être qu'une étude devrait être envisagée dans le projet afin d'évaluer la situation. Une initiative devrait chercher à s'assurer que les études de base et les suivis incluent les données démographiques des ménages afin d'identifier les différents types de ménages et leurs dynamiques internes, les différentes contraintes ainsi que les différents besoins et impacts potentiels (travail, durée, revenu) de même que les stratégies d'intervention.

Exemples de secteurs où les spécialistes en développement agricole & rural devraient aborder les problèmes de VIH/SIDA et de maladies chroniques

Agrobiodiversité : transmission & conservation des connaissances et pratiques locales, valeur de la sécurité alimentaire actuelle et future;

Ingénieurs agricoles : développement participatif, sexospécifique et selon les âges des technologies, pratiques pour faire face aux groupes affectés (ex. : technologies et pratiques réduisant le temps de travail,);

Spécialistes du bétail, vétérinaires : relations entre zoonose et santé humaine, potentiel de production des dépeullements, implications de la puissance de traction;

Spécialistes du crédit : formes de crédit alternatives, ex. : approches par groupe, tels que celles utilisées pour les semences ou les cercles d'emprunt fermiers;

Spécialistes de l'eau : approvisionnement en eau sécuritaire et accessible ainsi que les effectifs nécessaires pour ceux en charge d'apporter des soins, collecte des eaux de pluie et recyclage des eaux ménagères.

<i>Aspect</i>	<i>Questions et conseils</i>
<i>Contexte</i>	<ul style="list-style-type: none"> • De quelle manière le but, intention et résultats du projet prévoient-ils traiter les problèmes reliés au VIH/sida? À l'inégalité entre les sexes? Aux groupes ou populations vulnérables?
<i>Intention du projet</i>	<ul style="list-style-type: none"> • De quelle façon le VIH/sida et l'égalité entre les sexes sont-ils liés à l'intention principale, au groupe principalement visé et aux résultats? Comment est-ce que les résultats planifiés du projet prévoient-ils améliorer la sécurité alimentaire? Traiter les inégalités entre les sexes? Réduire les risques d'infection et la vulnérabilité aux impacts des hommes, femmes, garçons et filles?
<i>Portée & méthode</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas des études de base ou autres études, il est utile de considérer, lorsque possible, les études quantitatives et qualitatives qui ne tiennent pas compte des genres et de l'âge afin d'identifier divers groupes, cibler les défis à relever et déterminer les besoins spécifiques (incluant les besoins et contraintes des ménages gérés par des personnes âgées ou des orphelins ainsi que des individus vulnérables). Ces études devraient également tenir compte d'autres facteurs socio-économiques tels que la richesse et la santé afin d'identifier les problèmes particuliers de vulnérabilité.
<i>Problèmes à traiter</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Qui est affecté par le VIH/sida et/ou la maladie chronique? Comment? • Comment est-ce que le VIH/sida contribue-t-il à la pauvreté, à la vulnérabilité? À l'insécurité alimentaire? Comment est-ce que l'amélioration de la sécurité alimentaire et des subsistances rurales ainsi que l'atténuation de la pauvreté peuvent-ils potentiellement réduire les risques d'infection et la vulnérabilité aux impacts du VIH/sida?
<i>Besoins en personnel</i>	<p>Exemples de types d'expertise à considérer:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sociologue/chercheur rural ayant une forte compréhension du VIH/sida (et/ou de la maladie chronique) et des liens de l'égalité entre les sexes avec les subsistances rurales, la sécurité alimentaire et l'agriculture au vue d'une étude de base pouvant être utilisée en vue du suivi des activités du projet afin de voir les impacts à travers la durée complète du projet; • Spécialiste de la vulgarisation agricole ayant de l'expérience avec le VIH/sida et/ou l'égalité entre les sexes; • Spécialiste des communications participatives possédant une base en agriculture et avec le VIH/sida (prévention grâce au changement des comportements ainsi qu'à l'éducation par le biais d'informations et de communications participatives); • Spécialistes des secteurs techniques ayant la capacité de confronter les problèmes reliés au VIH/sida à l'intérieur de leur technique particulière et de faire des liens avec les autres secteurs techniques et les moyens de subsistance rurale (ex. spécialités du bétail, de la récolte, de l'agriculture, en agrobiodiversité, en économie, en marketing et en finance). • Doit inclure: Genre et sécurité/agriculture alimentaire (à considérer: mélange d'aptitudes en VIH/sida, formation, recherche et vulgarisation agricole);
<i>Échéancier</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Tout comme l'intégration de la dimension de genre, il est nécessaire d'obtenir un support adéquat pour traiter des problèmes de VIH/sida tout au long de l'initiative. Un délai adéquat devrait être planifié et des liens possibles avec d'autres expertises devraient être effectués. Selon le contexte, un chargé de projet à temps plein pourrait être nécessaire afin de a) s'assurer que la dimension de genre et le VIH/sida est considérée tout au long de l'approche et de toutes les activités; b) d'identifier les besoins et défis particuliers et c) de déterminer les stratégies d'intervention servant à traiter tout problème identifié.
<i>Intervenants devant être impliqués</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Qui sont les intervenants lorsqu'il est question de VIH/sida? (Les ménages? La communauté? Les services? Le secteur privé? Le gouvernement? Les donateurs?) Qui sont les intervenants lorsqu'il est question d'agriculture et de sécurité alimentaire? (à considérer: hommes, femmes, garçons, filles) Comment sont-ils reliés? Est-ce qu'il existe une politique, stratégie et/ou cadre de travail du secteur agricole ou multisectoriel traitant des problèmes de VIH/sida? Comment la mission doit-elle traiter ces questions?
<i>Documentation</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Au minimum, s'assurer que la documentation concernant la mission contient des données globales concernant le genre et l'âge qui prennent également en considération d'autres facteurs socio-économiques tels que la santé et la richesse.

Politique de l'ACDI : L'Énoncé de politique internationale ¹²

L'agriculture et L'Énoncé de politique internationale (EPI)

L'énoncé de politique 2003 de l'ACDI, *L'Agriculture au service du développement rural durable*, indiquait des cibles de dépenses afin de renverser la diminution des dépenses par l'ACDI et autres donateurs vers les activités de développement agricole. Alors que ni l'agriculture, ni la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance rurale ne sont explicitement mentionnés dans l'EPI, la plupart des aspects inclus dans l'énoncé de politique agricole font partie intégrante des cinq secteurs prioritaires, soulignés plus bas. La question des sexes se retrouve dans tous les secteurs.

La promotion d'une bonne gouvernance

- Les politiques agricoles, économiques et de subsistance rurale nécessitent une bonne gouvernance et une absence de conflits afin de fleurir.
- La privation de terres et le faible potentiel des terres contribuent à l'insécurité alimentaire et incitent la population à se placer elle-même en une position plus à risque d'infection du VIH par le biais d'une migration hors des réseaux sociaux.
- Un mode de possession des terres insécures peut mener à une appropriation des terres par ceux qui détiennent plus de pouvoir (ex. : fermes ou pêcheries commerciales à grande échelle, proches d'un mari ou d'un père décédé) et ainsi engendrer à l'insécurité alimentaire et des moyens de subsistance, particulièrement chez les femmes et les enfants.
- Les droits de propriété et d'héritage des femmes se doivent d'être supportés par une politique et une législation, surtout au niveau communautaire où les coutumes locales prédominent souvent peu importe la législation.

Améliorer les résultats en santé: améliorer la sécurité alimentaire

- La sécurité agricole, alimentaire et en nutrition joue un rôle important dans la lutte contre le VIH/sida.
- L'insécurité alimentaire est le résultat d'un sentiment d'impuissance et de la pauvreté autant qu'un approvisionnement inadéquat de la nourriture.
- Un secteur agricole dynamique peut réduire le comportement économique à risque, augmenter les opportunités pédagogiques, l'éducation en soins de santé et fournir une nourriture adéquate et nutritive.
- Un secteur agricole faible peut inciter ceux qui sont qui vivent dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire à prendre des risques et à s'engager dans des activités mettant leur bien-être en danger.
- Les femmes et les enfants vulnérables sont particulièrement à risque s'ils s'engagent dans la voie de la prostitution afin de générer un revenu ou d'obtenir de la nourriture.
- L'amélioration de la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition peuvent: réduire la vulnérabilité des femmes des hommes et des enfants aux catalyseurs socio-économiques de l'épidémie et augmenter les options des sources sécuritaires de sécurité alimentaire de même qu'améliorer la vie des hommes et femmes ayant contracté le VIH/sida.
- L'agriculture, incluant les jardins privés, scolaires ou communautaires ainsi que les petites entreprises de conservation du bétail (petits ruminants, volailles, etc.), peuvent contribuer à l'amélioration nutritive de la population ayant contracté le VIH/sida.

Renforcement de l'éducation de base

- Les ménages ruraux pauvres ne peuvent souvent pas se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école; les filles sont souvent les premières à 'abandonner' ou à être 'sacrifiées'.
- Un secteur agricole fort joue un rôle primordial dans le secteur de l'enseignement. Il peut contribuer à un revenu servant aux frais de l'école, à l'amélioration de la valeur nutritive et de la sécurité alimentaire pour que les enfants soient en meilleure santé pour continuer leurs études ainsi qu'à des programmes alimentaires pour les écoles.
- Dans les régions où l'agriculture est en mesure de contribuer au revenu des ménages, les filles ont plus de chance de se faire instruire. L'enseignement des filles et l'amélioration globale du statut de la femme contribuent significativement à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants.

¹² Ce bulletin de renseignement est basé sur un document de principe, *Agriculture and the IPS*, 2005 développé par la Direction générale des politiques de l'ACDI.

¹³ Au moment de la rédaction, les documents de Directions stratégiques servant à élaborer l'EPI n'étaient pas encore finalisés.

Support au développement du secteur privé

- Plus de 75% des indigents vivent dans les régions rurales et l'agriculture est leur principale source de subsistance, de sécurité alimentaire et d'emploi. Il en résulte que le secteur privé est dépendant de l'agriculture.
- Le secteur agricole emploie plus de la moitié de la main-d'œuvre totale dans les pays en développement— principalement des petits exploitants agricoles, des ouvriers et des agriculteurs locataires. Cette situation est très critique pour les orphelins et les enfants vulnérables.
- Les fermiers/fermières et pêcheurs/pêchuses prennent des risques économiques, évaluent les conditions du marché et essayent de nouvelles technologies des toutes sortes de façons. Les hommes, femmes, garçons et filles ont souvent de différents rôles, capacités, connaissances, intérêts et contraintes dans le secteur de la production agricole.

Faire avancer la durabilité de l'environnement

- La perte de main-d'œuvre agricole, de compétences et de connaissance en raison du VIH/sida ou d'autres maladies chroniques n'a pas uniquement un impact sur la subsistance rurale, mais également sur l'agroécosystème sur lequel les hommes, femmes et enfants dépendent pour leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance.
- La lutte contre le VIH/sida et pour l'égalité entre les sexes contribue à la durabilité de l'environnement en assurant la continuité des connaissances et des pratiques reliées aux variétés des semences, à l'élevage, au contrôle des maladies et des parasites et aux traitements.
- La promotion des ressources naturelles durables et participatives peut également mener à la diminution des risques d'infection chez les hommes, les femmes et les enfants du milieu rural s'ils sont en mesure de vivre grâce à leurs moyens de subsistance locaux.
- Afin de faire avancer la durabilité de l'environnement, il est important de travailler avec les garçons et filles du monde rural, en particulier les orphelins et les enfants vulnérables, afin de renforcer leurs connaissances et compétences agricoles et en NRM, incluant les connaissances locales de l'agrobiodiversité souvent relié au genre et à l'âge.

L'égalité entre les sexes en tant que thème transsectoriel

- L'inégalité entre les sexes est fortement reconnue comme un facteur déterminant de l'épidémie de VIH/sida.
- Il est impossible de discuter d'agriculture, de sécurité alimentaire et de subsistance rurale sans mentionner les différents besoins, priorités, intérêts et contraintes que les hommes, femmes, garçons et filles du milieu rural ont à faire face lorsqu'ils visent à atteindre la sécurité alimentaire et à sécuriser leurs moyens de subsistance. La main-d'œuvre féminine est souvent la première à être retirée des activités agricoles afin que les femmes et jeunes filles puissent prendre soin des malades et des mourants.
- Les différences entre les sexes en termes de droits fonciers entravent la gestion des ressources naturelles et la productivité agricole. Alors que les droits fonciers et d'héritage sont importants de manière générale pour les femmes, ils deviennent doublement importants dans le contexte du VIH/sida. Perdre l'accès aux propriétés et aux terres peut mener les femmes à la pauvreté et les laisser avec peu d'options, réduire leur sécurité personnelle et les forcer à endurer des relations abusives ou violentes ou encore les mener à pratiquer la prostitution en échange d'argent ou de nourriture.
- Les stigmates basés sur le genre posent des contraintes aux femmes lorsqu'il est question de subsistance. Dans certains endroits, le VIH/sida est appelé 'la maladie des femmes' ou encore les hommes vont placer le blâme sur la femme pour avoir amené cette maladie dans la famille.



Ce bulletin de renseignement procure un aperçu de quelques-uns des instruments internationaux clés reliés au VIH/sida. Ces derniers peuvent être utilisés comme information de support ou de contexte lors de la formulation de programmes ou de projets ou encore pour aider à la discussion sur les politiques avec les partenaires ou autres donateurs. Il est important de noter que les constitutions nationales qui sont le reflet des ces engagements internationaux devraient aussi être examinées. Pour d'autres ressources, reportez-vous au **Fiche-conseil 4**.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement et l'EPI

L'aide canadienne se ... concentrera sur la programmation de cinq secteurs reliés à l'atteinte des OMD, plus spécifiquement:

- La bonne gouvernance
- La santé (avec emphase sur le VIH/sida)
- L'enseignement primaire
- Le développement du secteur privé
- La durabilité de l'environnement

L'égalité entre les sexes est transectorielle

Source: *IPS* (maintenant CPDC): *Development*, 2005

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Plusieurs cibles des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été tout d'abord déterminées par les conférences et sommets internationaux tenus lors des années 90. En septembre 2000, les pays membres des Nations Unies ont procédé de façon unanime à l'adoption de la Déclaration du Millénaire. Les OMD, qui ont autant comme objectifs de réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim que d'arrêter la propagation du VIH/sida et procurer l'éducation primaire pour tous d'ici 2015, constituent un plan directeur approuvé par les gouvernements membres et les institutions de développement majeures. La position de l'ACDI, tout comme de la majorité de la communauté internationale, est que l'objectif #3, Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes, est nécessaire afin d'atteindre tous les autres OMD. Pour plus d'informations sur les OMD, consultez : <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>

Déclaration d'engagement contre le VIH/sida: 'Crise mondiale—Action globale'

La Déclaration rappelle et réaffirme les engagements lancés lors de divers forums régionaux et internationaux sur le VIH/sida (consultez le site Web pour une liste complète). Elle reconnaît que la pauvreté, l'analphabétisme et le sous-développement font partis des principaux éléments contributifs à la propagation du VIH/sida et note que ces facteurs devraient donc être traités de manière globale (Paragraphe 11). La Déclaration indique également que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont des éléments fondamentaux de la réduction de la vulnérabilité des femmes et des filles versus le VIH/sida (14). L'action clé recommandée par la Déclaration est le développement et l'implantation de stratégies nationales et de plans financiers multisectoriels dans la lutte contre le VIH/sida. (Paragraphe 37) Pour le texte complet, consultez:

<http://www.un.org/ga/aids/coverage/FinalDeclarationHIVAIDS.html>

Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes

La Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes (CEDAW) est le traité de l'ONU faisant le plus autorité afin de définir ce qui constitue la discrimination contre les femmes et elle constitue un cadre de travail d'actions nationales pour mettre fin à ces discriminations. Il s'agit du premier traité international à aborder entièrement les droits fondamentaux en matière de politique, soins de santé, éducation, économie, emploi, lois, propriétés, mariages et relations familiales. La CEDAW définit ainsi la discrimination contre les femmes comme étant:

“Toute distinction, exclusion ou restriction effectuée sur une base sexiste ayant pour effet ou objectif d'affaiblir ou d'empêcher la reconnaissance, la jouissance ou la fonction des femmes au niveau politique, économique, social, culturel, civil ou autre, sans égard pour leur statut marital ainsi que pour l'essentiel de l'égalité entre les hommes et les femmes, des droits de la personne et des libertés fondamentales.” (Article 1)

Pour obtenir le texte complet et des recommandations additionnelles d'ordre général sur les femmes et le VIH/sida, consultez le : <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/cedaw.htm>

¹⁴ Les lignes directrices publiées par l'ACDI procurent un aperçu des interventions de divers pays en Afrique australe. Cf. http://www.icad-cisd.com/pdf/publications/Gender_Inequality_FRENCH_FINAL.pdf

Convention relative aux droits de l'enfant

La Convention relative aux droits de l'enfant constitue le traité des droits de l'homme le plus largement ratifié (qui a force de loi) de notre histoire. La Convention commande la protection des enfants. Souvent si vulnérables, ils nécessitent des précautions particulières, peu importe leur sexe, origine ethnique, religion ou handicaps. Selon la Convention, le gouvernement doit prendre des mesures dans le but d'assurer le respect des droits des enfants. La Convention est guidée par quatre principes fondamentaux : la non-discrimination ; les meilleurs intérêts de l'enfant ; la survie, le développement et la protection ; ainsi que la participation. D'après le principe de non-discrimination, les enfants ne devraient pas être traités différemment à cause de leur race, leur couleur de peau, leur sexe, leur langue, leur religion ou à cause de leur origine sociale, nationale ou ethnique. Aucune opinion politique ou autre ne devrait entrer en ligne de compte. Il en est de même pour leur classe sociale, leurs propriétés et leur statut de naissance ou alors pour leurs handicaps ; par exemple, si les enfants, leurs parents ou les travailleurs sociaux s'occupant des enfants sont testés positifs à un test de dépistage du VIH. (Article 2).

Pour le texte complet : <http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/k2crc.htm>

Sommet mondial de l'alimentation, WFS + 5 et La Déclaration et le Programme d'Action

La Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après représente la suite du Sommet mondial tenu à Rome en 1996. Elle rappelle la crise aiguë du VIH/sida, de la malaria et de la tuberculose. Elle souligne le rôle vital de la femme dans les domaines de l'agriculture, de la nutrition et de la sécurité alimentaire et le besoin d'intégrer le point de vue de la femme dans tous les aspects de la sécurité alimentaire. Ainsi, elle reconnaît le besoin d'adopter des mesures afin d'assurer la reconnaissance et la valorisation du travail des femmes dans le milieu rural. Le but est d'améliorer leur sécurité économique, leur accès et le contrôle des ressources et des programmes de crédit, des services et des différentes allocations auxquelles elles ont droit (paragraphe 13). La Déclaration réaffirme la promesse de combattre les conditions mondiales constituant une menace pour la santé et tout particulièrement la propagation du VIH/sida, une maladie pouvant avoir un impact dévastateur dans tous les domaines et dans toutes les couches sociales et conséquemment sur la sécurité alimentaire. Combattre le VIH/sida demande de nouvelles approches, de nouvelles technologies et des récoltes pour les familles de travailleurs agricoles atteints par cette maladie (paragraphe 15). Pour le texte complet : <http://www.fao.org/DOCREP/MEETING/005/Y7106E/Y7106E09.htm#TopOfPage>

Contextualiser l'action :

À propos des étapes de l'épidémie

Voici les points saillants d'une information de base traitant des différentes étapes de l'épidémie du VIH/sida et du langage technique utilisé pour en discuter. Cette information servira à supporter le personnel travaillant sur différents programmes d'aide. Durant les étapes initiales de la conception d'un projet, elle permettra d'aider ce personnel à poser les bonnes questions à propos des besoins nécessaires pour atteindre les objectifs et plus tard à être présent sur les zones d'intervention. Le but est d'aborder le problème du VIH/sida dans le domaine de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des populations rurales à différentes étapes de l'épidémie. La **fiche conseil 4** fournit un glossaire des termes appropriés.

Les facteurs agricoles qui pourraient augmenter la vulnérabilité face au VIH/sida

- Exacerber les inégalités entre les sexes
- Déplacer les fermiers ou alors les troupeaux de bétail pourrait stimuler la migration des travailleurs
- Augmenter le revenu disponible des travailleurs au dépend des travailleuses et de leurs enfants

Les facteurs agricoles qui pourraient réduire la vulnérabilité face au VIH/sida

- Réduire la disparité entre les sexes sur tous les plans, incluant la propriété et l'héritage
- Accentuer l'atténuation de la pauvreté, le développement des moyens de subsistance viables, la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Aborder l'agriculture et le développement rural de façon globale

Référence : Topouzis, D. *Implications of HIV/AIDS for Sustainable Rural Development: Challenges for Ministries of Agriculture*, PowerPoint presentation, no date

Typologie de l'épidémie à l'échelle du pays¹⁵

- **Niveau faible** : Bien qu'une infection du VIH existe peut-être depuis plusieurs années, elle ne s'est pas étendue à une échelle significative (plus de 5 %) dans une des sous-populations
- **Concentré** : Le VIH s'est étendu rapidement à l'intérieur d'une sous-population définie (plus de 5 %), mais n'est pas bien établi dans la population en général
- **Généralisé** : Le VIH est fermement établi dans la population en général (prévalence du VIH. systématiquement au-dessus de la barre des 1 % chez la femme enceinte). Le nombre de relations sexuelles chez la population en général est suffisant pour maintenir une épidémie indépendante des sous-populations plus à risque (contamination)

L'état de l'épidémie à une échelle nationale ou communautaire¹⁶

- **Début du Sida** : taux de prévalence du VIH très bas et aucun impact causé par le sida
- **Imminence du Sida** : taux de prévalence augmente, mais la majorité des personnes contaminées en sont encore à la phase asymptomatique. Cela peut prendre jusqu'à huit ans avant d'être affecté par la maladie du sida et ses différents symptômes
- **Sida dominant**: Les familles et les communautés ressentent les conséquences du Sida alors que les personnes contaminées succombent aux différents symptômes du Sida. Étant donné le décalage entre la contamination, la maladie et la mort, les communautés vont demeurer profondément touchées par le Sida durant plusieurs années même lorsque le taux de prévalence commencera à diminuer

Cibler les problèmes

Il est fréquent ces jours-ci d'utiliser l'expression VIH/Sida lorsqu'il est question de 'VIH/sida et d'autres maladies chroniques' aussi bien que de vulnérabilité générale puisqu'il est souvent difficile (ou déconseillé) de distinguer le VIH/Sida des autres maladies chroniques. Il est probablement plus judicieux d'observer la vulnérabilité en général et la maladie chronique dans les communautés n'étant pas encore ouvertes ou à l'aise lors d'une discussion portant sur le VIH/Sida et ou d'autres maladies où les signes apparents sont inquiétants. Pour plus de renseignements à propos de 'Cibler les familles affectées', voir O'Donnell, M. *Food Security, Livelihoods & HIV/AIDS: A Guide to the Linkages, Measurement & Programming Implications*, Save the Children 2004.

http://www.sarpn.org.za/documents/d0000898/P1010-FS_Livelihoods_HIV-Aug2004.pdf

¹⁵ UNSIDA/WHO. *Guidelines for Second Generation VIH Surveillance, in Second generation surveillance for VIH: The next decade*, Geneva: UNSIDA in Bishop-Sambrook (2004) http://www.fao.org/sd/dim_pe1/docs/pe1_050103d1_en.pdf et WHO *Second Generation Surveillance for VIH/SIDA* <http://www.who.int/VIH/topics/surveillance/2ndgen/en/>

¹⁶ Barnett T and Topouzis D. *FAO and HIV/AIDS, Towards a food and livelihoods security based strategic response*, Rome: FAO, 2003 in Bishop-Sambrook (2004) http://www.fao.org/sd/dim_pe1/docs/pe1_050103d1_en.pdf

Centres d'intérêt et exemples d'objectifs pour aborder le VIH/sida dans le domaine de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance des populations rurales et dans l'organisation de l'agriculture à chaque étape de l'épidémie

Le tableau¹⁷ suivant est basé sur un autre tableau développé pour un guide conçu pour les vulgarisateurs agricoles afin de les aider à aborder le problème du VIH/sida à l'intérieur du contexte de leur travail avec les communautés. Il est inclus dans le but d'aider le personnel travaillant sur différents programmes d'aide à identifier les objectifs reliés à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des populations rurales à chaque étape de l'épidémie. Il est important de ne pas oublier la nature dynamique et fluide des étapes. Des étapes distinctes pourraient exister au même moment dans différentes régions du pays et dans différentes familles à l'intérieur des communautés¹⁸.

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes s'avère être un objectif crucial à toutes les étapes. Les autres feuilles-guides de ces points saillants résumant des questions et des conseils spécifiques pour aborder toute la problématique de l'égalité des sexes. La fiche conseil 4 fournit également des liens vers plusieurs ressources utiles, des éclaircissements sur les manières d'aborder la problématique de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en rapport au VIH/sida et aux initiatives reliées à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des populations rurales. FAO (Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) possède une large collection de matériel pratique portant sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations rurales (à travers les différents domaines d'activité, les sujets, et les différentes phases de projets – la production animale, la gestion des ressources familiales, et la gestion des ressources naturelles). Voir www.fao.org/hiv aids.

<i>Étapes de l'épidémie</i>	<i>Centre d'intérêt</i>	<i>Exemples d'objectifs</i>
Toutes les étapes	Réduire le risque de contamination au VIH/sida	<ul style="list-style-type: none"> • Développer et améliorer la compréhension de l'épidémie rurale • Augmenter la conscientisation et la compréhension face au VIH/sida • Promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle • Réduire les comportements et les environnements à risque • Renforcer et diversifier les moyens de subsistance des populations rurales • Renforcement des capacités du personnel impliqué dans l'agriculture • Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
Imminence du Sida	Se préparer à réduire la vulnérabilité aux conséquences du Sida	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir et améliorer la santé, la nutrition et promouvoir la sécurité alimentaire • Sécuriser les actifs, particulièrement pour les femmes et les filles
Sida dominant	Offrir des soins et un support aux personnes contaminées par le sida et à leurs familles	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir et améliorer l'état de santé et l'état nutritionnel • Prévenir la contamination
Sida dominant	S'adapter pour surmonter les conséquences du Sida	<ul style="list-style-type: none"> • Adapter les moyens de subsistance, incluant l'agriculture et la production animale pour s'adapter aux réductions du travail, des habilités requises, des revenus et des salaires • Soins offerts aux filles et aux garçons vulnérables, aux orphelins

¹⁷ Adaptée à partir de Bishop-Sambrook, Clare. *The Challenge of the VIH/SIDA Epidemic in Rural Ethiopia: Averting the Crisis in Low SIDA-Impacted Communities Findings from fieldwork in Kersa woreda, Eastern Hararghe Zone, Oromiya Region*, FAO, Rome, March 2004 http://www.fao.org/sd/dim_pe3/pe3_040402_en.htm et Bishop-Sambrook, Clare. *Addressing VIH/SIDA through Agriculture and Natural Resource Sectors: A Guide for Extension Workers*. FAO, 2004 http://www.fao.org/sd/dim_pe1/docs/pe1_050103d1_en.pdf

¹⁸ Un autre tableau intéressant fut présenté par Scott Drimie et Dan Mullins à la Conférence internationale sur le VIH/SIDA et la sécurité alimentaire et nutritive, Durban 2005. Consultez le: <http://www.ifpri.org/events/conferences/2005/durban/ppt/drimieMullinsPP.ppt>



Ressources sélectionnées

Il existe pratiquement des milliers de rapports, publications, outils, manuels et sites Internet de disponible sur des aspects reliés à l'égalité entre les sexes, le VIH/sida, la sécurité alimentaire, la subsistance rurale et l'agriculture. La liste suivante ne se veut pas complète: elle inclut quelques sites importants afin d'aider les employés de la programmation à identifier des informations pertinentes de manière rapide et pratique. Les sites énumérés procurent d'excellents liens vers d'autres sites; Procéder à une recherche à l'aide de termes pertinents révélera également plusieurs autres sites très utiles.

Déclarations internationales, ententes et initiatives globales

Beijing Declaration and Platform for Action

<http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/>

Declaration of Commitment on HIV/AIDS: 'Global Crisis — Global Action', United Nations General Assembly Special Session on HIV/AIDS (UNGASS). 25 to 27 June 2001.

<http://www.un.org/ga/aids/coverage/FinalDeclarationHIVAIDS.html>

Universal Declaration on Human Rights, Adopted by the U.N. General Assembly on 10th December 1948 under Resolution 217 A (III).

<http://www.un.org/Overview/rights.html>

Convention on the Rights of the Child. UN General Assembly resolution 44/25 of 20 November 1989 entry into force 2 September 1990, in accordance with article 49.

<http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/k2crc.htm>

'Three Ones Initiative'

<http://www.unaids.org/Unaid/EN/About+UNAIDS/What+is+UNAIDS/UNAIDS+at+country+level/The+Three+Ones.asp>

The Global Fund to fight HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria.

<http://www.theglobalfund.org/en/>

The UN Convention on Elimination of All Forms of Discrimination Against Women. Adopted by the UN General Assembly, 1979.

<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/>

Sécurité alimentaire, agriculture et gestion des ressources naturelles

Bishop-Sambrook, Clare. *Addressing HIV/AIDS through agriculture and natural resource sectors: a guide for extension workers*. FAO, 2004.

http://www.fao.org/sd/dim_pe1/pe1_050103_en.htm

FAO. *HIV/AIDS Extension Fact Sheets*, 2005.

http://www.fao.org/sd/dim_pe3/pe3_050201_en.htm

———. *SEAGA Livestock Guide: Planning with a Gender and HIV/AIDS Lens*, Rome, 2005.

<http://www.fao.org/sd/seaga/downloads/En/livestocken.pdf>

Loevinsohn, Michael E. and Stuart Gillespie. *HIV/AIDS, Food Security and Rural Livelihoods: Understanding and Responding*, International Food Policy Research Institute FCND Paper No. 157, September 2003.

<http://www.ifpri.org/divs/fcnd/dp/papers/fcndp157.pdf>

McLean, Diana and Lloyd Strachan. *Food Security Conceptual Framework*. A CIDA Discussion Paper. Prepared for the CIDA Working Group on Food Security, February 2003.

For more information, contact Barbara_shaw@acdi-cida.gc.ca

Munn, Wendy P. and Emma Sylvester Bradley. *Mitigating the Effects of HIV/AIDS on Food Security & Agriculture in Eastern & Southern Africa: Full (conference) report and recommendations*. VETAID, Maputo Mozambique November 2003 (good information on indicators).

http://www.vetaid.org/pdf/mozambique_summary-report-and-recommendations.pdf

O'Donnell, Michael. *Food Security, Livelihoods & HIV/AIDS: A Guide to the Linkages, Measurement & Programming Implications*, Save the Children, London 2004. (excellent information on targeting issues & proxy indicators).
http://www.sarpn.org.za/documents/d0000898/P1010-FS_Livelihoods_HIV-Aug2004.pdf

Oxfam. *Report of the FAO/Oxfam GB Workshop on Women's Land Rights in Southern and Eastern Africa*.
http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/livelihoods/landrights/downloads/wlrseareport.pdf

Pasquali, P. *HIV Infections and Zoonoses*, FAO, Rome 2004.
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5516e/y5516e00.pdf>

Slater, R. and S. Wiggins. *Responding to HIV/AIDS and agriculture activities*, ODI Natural Resources Perspectives, Number 98 March 2005.
<http://www.odi.org.uk/nrp/98.pdf>

Strickland, Richard S. *To have and to hold: Women's property and inheritance rights in the context of HIV/AIDS in Sub-Saharan Africa*, ICRW/Global Coalition on Women and AIDS, Working Paper, June 2004.
http://www.sarpn.org.za/documents/d0000864/P962-ICRW_ToHaveToHold_June2004.pdf

Sunga, Paul S. and Marian Casey. *HIV/AIDS Mainstreaming Kit: Food Security*. CIDA, April 2005.
For more information, contact janet_durno@acdi-cida.gc.ca

UNAIDS Fact sheet on *Property & Inheritance Rights and HIV/AIDS: Women and girls in Southern Africa*, n.d.
http://womenandaids.unaids.org/documents/factsheet_property.pdf

Wieggers, E. *HIV/AIDS, Gender inequality & the agricultural sector: Guidelines for incorporating HIV/AIDS and gender considerations into agricultural programming in high incidence countries*. ICAD, 2004.
http://www.icad-cisd.com/pdf/publications/Gender_Inequality_Agriculture_FINAL.pdf

VIH/sida: Problèmes organisationnels et évaluations institutionnelles

CIDA: *Effectively combating HIV/AIDS Pandemic: What we're learning about*, Performance Review Branch, March 2004.
http://www.acdicida.gc.ca/cida_ind.nsf/vLUallDocByIDEn/C184BDC5AF45B4C585256E5A0000358E?OpenDocument

CIDA, HIV/AIDS Action Plan, June 2000 (for reference only).
http://www.acdicida.gc.ca/cida_ind.nsf/b2a5f300880e7192852567450078b4cb/61e4364421dcbfc685256918006292ea?OpenDocument

International Labour Organization of the U.N. *Code of practice on HIV/AIDS and the world of work*.
<http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/publ/code.htm>

Oxfam. *Practical outcomes of HIV/AIDS mainstreaming*, Flyer 2 (29 October 2001).
http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/hiv aids/downloads/flyer2.pdf

Oxfam. *Modifying an existing programme*, Flyer 7 (29 October 2001).
http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/hiv aids/downloads/flyer7.pdf

Swiss Agency for Development and Cooperation. *Mainstreaming HIV/AIDS in practice: A toolkit with a collection of resources, checklists and examples on CD-Rom for SDC and its partners*. Bern, 2004.
http://www.sdc.admin.ch/ressources/deza_product_en_1280.pdf

UNAIDS. *Gender and AIDS. Gender Sensitivity Checklist*, n.d.
http://www.unaids.org/html/pub/Topics/Gender/GenderChecklist_en_pdf.pdf

Sites web reliés à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes

- Canadian International Development Agency (CIDA) www.acdi-cida.gc.ca/equality
- Development Gateway (The Gender Development Page) www.developmentgateway.org/node/130625
- Global Coalition on Women and AIDS www.womenandaids.unaids.org
- OECD (Gender Equality Tipsheets) <http://www.oecd.org/dataoecd/2/17/1896384.pdf>
- UN Division for the Advancement for Women (portal) www.un.org/womenwatch/daw
- UNICEF www.unicef.org/girlsed/gelf.htm
- UNIFEM/UNAIDS (portal on gender and HIV/AIDS) www.genderandaids.org
- World Bank: GenderNet (gender and development) www.worldbank.org/gender
- World Bank: Gender Stats (gender statistics and indicators) <http://devdata.worldbank.org/genderstats/>
- World Bank (sectoral indicators for agriculture, health, water, sanitation, etc.) www.worldbank.org/gender/tools/sectoral.htm

Autres sites web pertinents reliés à la sécurité alimentaire et au VIH/SIDA

- Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO) (HIV/AIDS and food security) [http://www.fao.org/hiv aids/; \(Gender\) www.fao.org/sd/](http://www.fao.org/hiv aids/; (Gender) www.fao.org/sd/)
- Eldis/HRC HIV and AIDS Resource Guide (excellent source of resources on HIV/AIDS and gender, food security) <http://www.eldis.org/hiv aids/index.htm>
- Inter-Agency Coalition on AIDS and Development (ICAD) (host of valuable information on HIV/AIDS including toolkits, reports, and the guidelines on gender, HIV/AIDS and agriculture) <http://www.icad-cisd.com/>
- International Food Policy Research Institute (IFPRI) www.ifpri.org
- Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS) (HIV/AIDS reports, and global updates, and country fact sheets (e.g. state of the epidemic) www.unaids.org
- Office of the United Nations Commissioner on Human Rights (OHCHR) list of all the international human rights instruments <http://www.ohchr.org/english/law/>
- United Nations Children's Fund (UNICEF) (HIV/AIDS and children) http://www.unicef.org/voy/explore/aids/explore_aids.php

Glossaire

Affecté

Lorsqu'il y a une plus grande sensibilisation du statut de départ du SIDA comparé à la phase VIH (dû aux symptômes plutôt qu'aux tests habituels), il peut être impossible de distinguer le SIDA des autres maladies chroniques. Dans la plupart des circonstances, il ne vaut pas la peine d'isoler les effets du SIDA des autres maladies chroniques, et ainsi, en l'absence de d'informations formelles sur l'état du SIDA, des indicateurs substitutifs sont le plus souvent utilisés. (O'Donnell, 2004). Pour plus d'informations sur les indicateurs substitutifs, voir O'Donnell, 2004 au http://www.sarpn.org.za/documents/d0000898/P1010-FS_Livelihoods_HIV-Aug2004.pdf

Agriculture

Le terme, agriculture, est utilisé dans ce guide dans un sens global afin de référer à des secteurs comme le bétail, la gestion des ressources en eau, les forêts, la gestion des ressources naturelles et la pêche, supportant les moyens de subsistance ruraux et qui pourraient aider à lutter contre le VIH/SIDA à travers des approches nationales multisectorielles en matière de prévention, de traitement, de contrôle et de limitation du VIH/SIDA.

Maladie chronique

Une maladie qui perdure durant une longue période de temps, habituellement plus de 3 mois. Source: <http://www.reference.com/browse/wiki/Chronic>

Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est présente lorsque la totalité de la population, en tout temps, possède un accès économique et physique à de la nourriture sécuritaire, nutritive et en quantité suffisante afin de rencontrer leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires en vue d'une vie active et en santé. Source: World Food Summit Plan of Action, 1996. http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/003/w3613e/w3613e00.htm

Égalité entre les sexes

L'égalité entre les sexes signifie que les hommes et les femmes possèdent des conditions égales afin de réaliser complètement leurs droits individuels et leur potentiel afin de contribuer au développement politique, économique, social et culturel du pays et qu'ils bénéficient de manière égale des résultats ensuite obtenus. L'égalité est essentielle au développement humain et à la paix. Atteindre l'égalité entre les sexes exige la reconnaissance que les systèmes sociaux, économiques, culturels et politiques en place sont divisés selon le genre; que le statut inférieur de la femme est systémique; que ce schéma est ensuite reproduit en matière de race, d'ethnicité et d'invalidité; et qu'il est nécessaire d'incorporer les spécificités, priorités et valeurs de la femme dans toutes les institutions sociales majeures. Source: ACIDI: http://www.acdi-cida.gc.ca/cida_ind.nsf/8949395286e4d3a58525641300568be1/0b4081ac59052fde852568fc0067579d?OpenDocument#1

Moyens de subsistance

Les capacités, revenus et activités requis afin d'acquérir les moyens de vivre. Source: Sustainable livelihood approach. London, Department for International Development, 2000. http://www.livelihoods.org/info/guidance_sheets_pdfs/section1.pdf

OVC

Le concept réfère généralement aux orphelins et autres groupes d'enfants qui sont plus exposés aux risques que leurs paires. Dans un contexte opérationnel, ils constituent les enfants qui sont le plus à risque de faire partie des programmes réguliers ou en ligne avec la définition de protection sociale: Les OVC sont des groupes d'enfants qui subissent des événements négatifs, tels que la perte de leur droit à l'enseignement, un état maladif et une malnutrition dans un pourcentage plus élevé que leurs paires. Source:

<http://info.worldbank.org/etools/docs/library/108875/toolkit/howknow/definitions.htm>

Orphelin

Un enfant de moins de 18 ans ayant perdu subit la mort d'un de ses parents, ou des deux. Source: Wiegiers, 2004.

http://www.icad-cisd.com/pdf/publications/Gender_Inequality_Agriculture_FINAL.pdf

Taux de prévalence

Les taux de prévalence procurent une bonne idée de l'état général de la pandémie, mais ils ne nous disent pas où se situe la progression de la maladie, ni ne nous indiquent si les efforts d'atténuation sont un succès à court terme ou à long terme. Source: Munn and Bradley, 2003.

http://www.vetaid.org/pdf/mozambique_summary-report-and-recommendations.pdf

Indicateurs substitutifs

Un indicateur 'indirect', par exemple un indicateur substitutif de VIH/sida pourrait être 'la mort récente d'un adulte dans un ménage', ou la 'présence d'un adulte chroniquement malade dans un ménage.'

Pour plus d'informations sur les indicateurs substitutifs du VIH/SIDA, consultez O'Donnell, 2004.

http://www.sarprn.org.za/documents/d0000898/P1010-FS_Livelihoods_HIV-Aug2004.pdf

Risque

Dans le contexte de ce guide, risque fait référence aux hommes, femmes, garçons et filles qui sont le plus à risque, ou ayant le plus de chance, d'être infecté par le VIH. D'autres termes identiques sont :

• Susceptibilité fait référence aux chances d'un individu d'être infecté par le VIH. Il existe deux éléments:

a) la chance d'être exposé au virus, ce qui fait référence à son tour i) à l'environnement risqué et aux situations à risque spécifiques auquel la personne est confrontée, et ii) au niveau de risque de ses comportements (les deux pouvant être reliés), et b) la chance d'être infecté par le virus une fois exposé à celui-ci.

• Résistance, d'autre part, est la capacité d'un individu à éviter l'infection par le VIH, soit en évitant d'être exposé ou, en cas d'exposition, en évitant l'infection. Source, Loevinsohn and Gillespie, 2003.

<http://www.ifpri.org/divs/fcnd/dp/papers/fcndp157.pdf>

Vulnérable

Dans le contexte de ce guide, vulnérable fait référence aux hommes, femmes, garçons et filles qui sont vulnérables aux impacts du VIH/sida et d'autres maladies chroniques. La vulnérabilité est différente de la susceptibilité en ce qu'il réfère à la probabilité d'impacts significatifs se produisant à un certain niveau (par exemple, au niveau individuel, familial, communautaire etc). Ces impacts ne sont pas des événements isolés mais plutôt des processus qui sont souvent cachés, lents et destructifs. Ces processus sont souvent ponctués par des événements, certains irréversibles, tels que quitter la famille – si elle a survécu – qui se retrouve en état de pauvreté extrême (par ex. vente des propriétés). Source; Loevinsohn and Gillespie, 2003. <http://www.ifpri.org/divs/fcnd/dp/papers/fcndp157.pdf>